

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1991-1992

TABLEAU DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS CONSIDERES COMME NON AVENUS PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 18 OCTOBRE 1991 ⁽¹⁾

SOMMAIRE :

Pages

A. PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DEPOSES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE) :

I. — Projets et Propositions de loi dont l'examen est terminé en commission 2

II. — Projets de loi et Propositions en commissions :

1) Affaires sociales	5
2) Agriculture et Classes moyennes	8
3) Budget	10
4) Défense nationale	10
5) Droit commercial et économique	11
6) Economie et politique scientifique	12
7) Finances	13
8) Infrastructure	16
9) Intérieur, Affaires générales, Education et Fonction publique	17
Sous-commission chargée de l'examen des propositions de loi concernant la publicité de l'administration	23
10) Justice	24
11) Revision de la Constitution, règlement des conflits et réformes institutionnelles	31
12) Règlement et réforme du travail parlementaire	33
13) Relations extérieures	33
14) Santé publique et environnement	36
15) Commissions réunies	39
16) Comité d'avis émancipation sociale	40
17) Comité d'avis chargé de questions européennes	41
Education, politique scientifique et culture (dissoute)	41

III. — Propositions qui n'ont pas été prises en considération 44

B. PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT PLUS DE HUIT ANS AVANT LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 18 OCTOBRE 1991 46

⁽¹⁾ L'article 1^{er}, premier alinéa, de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés dispose que :

« En cas de dissolution des deux Chambres, sont considérés comme non venus, les projets et propositions de loi qui n'ont été adoptés ni par l'une ni par l'autre Chambre dissoute ou qui ont été adoptés par l'une ou par l'autre Chambre dissoute plus de huit ans avant la dissolution. »

(Remarque : le tableau comprend également les propositions autres que les propositions de loi.)

A. — PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS DEPOSEES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE)

I. — Projets de loi et propositions dont l'examen est terminé en commission

a) Proposition de loi dont la discussion a été ajournée en séance plénière

Affaires étrangères

Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus et créant un Fonds des impôts pour la paix.
Déposée par MM. Van Dienderen et Daras, n° 1226/1 du 7 juin 1990.

Amendement de MM. Van Dienderen et De Vlieghere, n° 1226/2 du 29 janvier 1991.
Rapport de M. De Vlieghere n° 1226/3 du 8 mars 1991.
Le 27 mars 1991 — Ajournement en séance plénière.

b) Projets de loi et propositions de loi que la commission propose d'adopter

Assurances

Projet de loi sur le contrat d'assurance terrestre.
Déposé par le Gouvernement, n° 1586/1 du 23 avril 1991.
Amendement de M. Mundeeler, n° 1586/2 du 19 juin 1991.
Amendements de MM. Dumez, De Clerck et Bartholomeeussen, n° 1586/3 du 10 juillet 1991.
Amendements de Mme Corbisier, du Gouvernement, de MM. Cuyvers, Daras, Dumez, Bartholomeeussen et De Clerck, n° 1586/4 du 12 juillet 1991.
Rapport de M. Verheyden, n° 1586/5 du 2 septembre 1991.

Amendement de M. De Vlieghere, n° 1083/2 du 13 mars 1990.
Amendements de MM. Marc Olivier et van Weddingen, n° 1083/3 du 10 juillet 1991.
Rapport de M. De Roo, n° 1083/4 du 24 juillet 1991.

Cour des comptes

Proposition de loi relative aux traitements des membres de la Cour des comptes.
Déposée par MM. Denison, Desutter, Taelman, Jérôme, Bertouille, Perdieu, Van Wambeke et Baldewijns, n° 817/1 du 29 mai 1989.
Rapport de M. Marc Olivier, n° 817/2 du 21 juin 1989.

Traitements

Proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes et la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes.
Déposée par MM. Dhoore, Eerdeken, Willockx, Cortois, Kubla, Lebrun, Candries (au nom du bureau), n° 1130/1 du 28 mars 1990.
Amendement de MM. De Vlieghere et Cuyvers, n° 1130/2 du 24 avril 1990.
Amendements de MM. Daerden et Van Rompuy, n° 1130/3 du 21 mai 1991.
Rapport de Mme Duroi-Vanhelmont, n° 1130/4 du 13 juillet 1991.

Impôts

Impôts indirects

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par M. Marc Olivier, n° 1083/1 du 5 février 1990.

Police

Projet de loi sur la fonction de police.
Déposé par le Gouvernement, n° 1637/1 du 4 juin 1991.
Amendements de MM. Jérôme et Detremmerie, n° 1637/2 du 26 juin 1991.
Amendements de MM. Beysen et Van houtte, n° 1637/3 du 27 juin 1991.
Amendements de MM. Bertouille, Pivin, Beysen et Van houtte, n° 1637/4 du 1^{er} juillet 1991.
Amendements de MM. Pivin, Marc Harmegnies, Henry et consorts, Vanhorenbeek, Sarens et Félicien Bosmans, n° 1637/5 du 2 juillet 1991.
Amendements de MM. Bertouille, Pivin et consorts, et du Gouvernement, n° 1637/6 du 3 juillet 1991.
Amendements de MM. Janssens et consorts, Sarens et consorts, Marc Harmegnies et Dufour, n° 1637/7 du 4 juillet 1991.
Amendements de M. Bertouille, n° 1637/8 du 13 juillet 1991.
Amendements de M. Bertouille, n° 1637/9 du 16 juillet 1991.
Amendements de MM. Bertouille, Janssens et Marc Harmegnies, n° 1637/10 du 25 septembre 1991.
Amendements de MM. Marc Harmegnies, Janssens, Dufour, du Gouvernement, Henry, Bertouille et Detremmerie, n° 1637/11 du 26 septembre 1991.
Rapport de M. Félicien Bosmans, n° 1637/12 du 12 octobre 1991.

Travaux publics

Bâtiments

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments.
Déposé par le Gouvernement, n° 1689/1 du 3 juillet 1991.
Amendements de MM. Draps et Knoops, n° 1689/2 du 12 juillet 1991.
Rapport de Mme Brepoels, n° 1689/3 du 13 juillet 1991.
Amendements de MM. Draps et Knoops, n° 1689/4 du 2 août 1991.

c) Propositions que la commission propose de ne pas adopter

Affaires étrangères*Armée*

Proposition de résolution visant à interdire l'accès des ports belges aux navires de guerre à propulsion atomique et/ou transportant du matériel nucléaire.

Déposée par MM. Cuyvers, Simons et Van Dienderen, n° 487/1 du 6 juillet 1988.

Erratum, n° 487/2 du 18 juillet 1988.

Rapport de Mme Maes, n° 487/3 du 30 novembre 1989.

Agriculture

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 15 septembre 1924 portant organisation de la représentation officielle de l'agriculture.

Déposée par M. Walry, n° 602/1 du 3 novembre 1988.

Amendements de M. Walry n° 602/2 du 24 octobre 1990.

Amendement de M. Vanhorenbeek n° 602/3 du 6 novembre 1990.

Rapport de M. Hazette, n° 602/4 du 11 février 1991.

2. Proposition de loi visant à responsabiliser les laiteries dans le dépassement des productions laitières dans le cadre des quotas.

Déposée par M. Happart, n° 1206/1 du 28 mai 1990.

Amendements de M. Happart, n° 1206/2 du 29 novembre 1990.

Rapport de M. Cornet d'Elzies, n° 1206/3 du 30 janvier 1991.

Bétail

1. Proposition de loi visant à habiliter les éleveurs de bétail à pratiquer des césariennes sur leur cheptel propre s'ils remplissent certaines conditions.

Déposée par MM. Happart et Guy Charlier, n° 791/1 du 10 mai 1989.

Rapport de M. Hazette, n° 791/2 du 15 juin 1990.

2. Proposition de loi relative à l'harmonisation des modes de lutte contre les maladies contagieuses et épidémiques des animaux dans les exploitations agricoles.

Déposée par M. Happart, n° 946/1 du 30 octobre 1989.

Amendement de M. Cuyvers, n° 946/2 du 27 décembre 1989.

Rapport de M. Hazette, n° 946/3 du 1^{er} juin 1990.

Crédit

Proposition de loi modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole et de l'arrêté royal du 3 mars 1986 concernant les aides aux investissements et à l'installation en agriculture.

Déposée par M. Denys, n° 1104/1 du 23 février 1990.

Rapport de M. Verberckmoes, n° 1104/2 du 4 février 1991.

Animaux*Protection des animaux*

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Déposée par M. Hazette, n° 856/1 du 21 juin 1989.

Rapport de M. Henrotin, n° 856/2 du 14 décembre 1989.

Assurances

Proposition de loi sur le contrat d'assurance terrestre.

Déposée par MM. Mundeleer et Gol, n° 1027/1 du 12 décembre 1989.

Rapport de M. Verheyden, n° 1027/2 du 2 septembre 1991.

Chômage

Proposition de loi adaptant la réglementation relative à l'emploi et au chômage à l'évolution de la situation économique depuis l'entrée en vigueur de cette réglementation, par l'abrogation de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.

Déposée par MM. Geysels et Winkel, n° 397/1 du 5 mai 1988.

Rapport de Mme De Meyer, n° 397/2 du 17 juillet 1990.

Communes

1. Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Lommel.

Déposée par M. Vanvelthoven, n° 563/1 du 19 septembre 1988.

Rapport de M. Marchand, n° 563/2 du 17 avril 1989.

2. Proposition de loi accordant le titre de ville aux communes d'Asse, Aubange, Avelgem, Aywaille, Bertrix, Beveren, Boom, Bourg-Léopold (Leopoldsborg), Braine-l'Alleud (Eigenbrakel), Brakel, Dour, Erquelines, Esneux, Florennes, Florenville, Gedinne, Genk, Heist-op-den-Berg, Knokke-Heist, La Calamine (Kelmis), Libramont-Chevigny, Lommel, Maasmechelen, Maldegem, Mol, Neerpelt, Overpelt, Pepinster, Quiévrain, Spa, Tamise (Temse), Tubize (Tubek), Vielsalm, Waregem, Welkenraedt, Wetteren, Willebroek et Zelzate.

Déposée par M. Desutter, n° 719/1 du 7 mars 1989.

Amendement de M. Van Looy, n° 719/2 du 20 mars 1989.

Rapport de M. Marchand, n° 719/3 du 17 avril 1989.

Droit civil*Bail à ferme :*

Proposition de loi visant à modifier les articles 8 et 34 de la loi du 4 novembre 1969 sur le bail à ferme.

Déposée par MM. Cornet d'Elzies et Hazette, n° 1147/1 du 5 avril 1990.

Rapport de M. Yvon Harmegnies, n° 1147/2 du 30 janvier 1991.

Enquêtes parlementaires

Proposition visant à instituer une commission d'enquête à propos du détournement de plusieurs milliards de francs dans le cadre de la sécurité sociale.

Déposée par M. Coveliers, n° 66/1 du 3 février 1988.

Rapport de M. Antoine, n° 66/2 du 13 avril 1988.

Impôts*Impôts directs*

1. Proposition de loi modifiant les articles 305 et 308 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par M. Vermeiren, n° 82/1 du 11 février 1988.

Rapport de M. Daems, n° 82/2 du 20 juin 1989.

2. Proposition de loi visant à immuniser les jetons de présence alloués aux membres des conseils provinciaux et communaux et des centres publics d'aide sociale. Déposée par M. Alfred Léonard et consorts, n° 1090/1 du 14 février 1990.
Addendum, n° 1090/2 du 3 juillet 1990.
Amendement de M. De Vlieghere, n° 1090/3 du 29 janvier 1991.
Amendements de M. Alfred Léonard, n° 1090/4 du 12 février 1991.
Amendements de M. Alfred Léonard, n° 1090/5 du 28 février 1991.
Rapport de M. Loones, n° 1090/6 du 22 mars 1991.

Lois électorales

Elections communales

Proposition de loi modifiant l'article 56 de la loi électorale communale.
Déposée par M. Simons, n° 157/1 du 26 février 1988.
Rapport de MM. Vanhorenbeek et Sarens, n° 157/2 du 24 mai 1990.

Pensions

Pensions civiles

Proposition de loi modifiant la loi du 8 décembre 1976 réglant la pension de certains mandataires et celle de leurs ayants droit.
Déposée par M. Vermeiren, n° 1191/1 du 15 mai 1990.
Rapport de M. De Roo, n° 1191/2 du 8 mars 1991.

II. — Projets de loi et propositions en Commissions

1. COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Allocations familiales

1. Proposition de loi modifiant les dispositions légales relatives aux allocations familiales.
Déposée par M. Gendebien, n° 168/1 du 1^{er} mars 1988.
2. Proposition de loi abrogeant l'arrêté royal n° 122 du 30 décembre 1982 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, et rétablissant le régime des allocations familiales en vigueur jusqu'au 31 mars 1983.
Déposée par M. Perdieu, n° 261/1 du 9 mars 1988.
3. Proposition de loi tendant à garantir le bénéfice d'allocations familiales à tous les enfants par l'instauration d'une caisse d'allocations d'attente.
Déposée par MM. Detremmerie, Alfred Léonard et Lebrun, n° 293/1 du 15 mars 1988.
4. Proposition de loi complétant l'article 7, quatrième alinéa, de la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties et visant à permettre le paiement de l'allocation de naissance deux mois avant la date de celle-ci.
Déposée par M. Detremmerie, n° 305/1 du 18 mars 1988.
5. Proposition de loi assimilant les allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés.
Déposée par M. Detremmerie, n° 329/1 du 24 mars 1988.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties en vue de supprimer les conditions de ressources auxquelles est subordonné l'octroi des prestations familiales garanties.
Déposée par MM. Antoine et Beaufays, n° 348/1 du 1^{er} avril 1988.
7. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties.
Déposée par M. Antoine, n° 361/1 du 13 avril 1988.
8. Proposition de loi uniformisant les prestations des régimes d'allocations familiales.
Déposée par M. Antoine, n° 362/1 du 13 avril 1988.
9. Proposition de loi maintenant les allocations familiales en faveur des handicapés âgés d'au moins 21 ans au 1^{er} juillet 1987.
Déposée par M. De Roo, n° 566/1 du 20 septembre 1988.
10. Proposition de loi modifiant l'article 51, § 3, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Déposée par Mme Burgeon et consorts, n° 1311/1 du 23 octobre 1990.
11. Proposition de loi tendant à restreindre l'octroi d'allocations familiales garanties.
Déposée par M. Draps et consorts, n° 1736/1 du 19 août 1991.
12. Proposition de loi instaurant un chèque-rentée pour chaque enfant en âge scolaire.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1753/1 du 5 septembre 1991.

Armée

Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée.
Déposée par M. Chevalier, n° 378/1 du 20 avril 1988.
Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.

Assistance

1. Proposition de loi accordant une allocation de chauffage aux bénéficiaires du revenu garanti aux personnes âgées ou du minimum de moyens d'existence.
Déposée par M. Perdieu, n° 262/1 du 9 mars 1988.
2. Proposition de loi visant à prévenir et à combattre la pauvreté.
Déposée par M. Busquin, n° 320/1 du 22 mars 1988.
Reprise par M. Walry et Mme Burgeon le 7 juin 1988.
3. Proposition de loi tendant à faciliter l'accès aux droits des sans-logis.
Déposée par Mme Corbisier-Hagon, n° 1775/1 du 4 octobre 1991.

Assurances sociales

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par MM. De vlieghere et Daras, n° 438/1 du 8 juin 1988.
2. Proposition de loi relative au titre-repas.
Déposée par M. Marc Olivier, n° 1703/1 du 8 juillet 1991.

Accidents du travail

Proposition de loi modifiant l'article 25 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
Déposée par M. Mottard, n° 1080/1 du 31 janvier 1990.

Maladies professionnelles

1. Proposition de loi modifiant l'article 66 des lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles.
Déposée par MM. Lagasse, Clerfayt et Mme Spaak, n° 1576/1 du 18 avril 1991.
2. Proposition de loi modifiant l'article 5bis des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970.
Déposée par MM. Cuyvers et Daras, n° 1766/1 du 26 septembre 1991.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi abrogeant les articles 6, 18 et 19 de l'arrêté royal n° 533 du 31 mars 1987 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.
Déposée par M. Perdieu, n° 264/1 du 9 mars 1988.

2. Proposition de loi scindant la sécurité sociale en une sécurité sociale des bénéficiaires européens et une sécurité sociale des bénéficiaires non européens et organisant le financement autonome de celles-ci.
Déposée par M. Annemans, n° 389/1 du 27 avril 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal n° 499 du 31 décembre 1986 portant réglementation de la sécurité sociale de certains jeunes défavorisés.
Déposée par M. Philippe Charlier, n° 581/1 du 12 octobre 1988.
Rapporteur : M. De Roo.

4. Proposition de loi visant à instituer « la charte » de l'assuré social.
Déposée par Mme Corbisier-Hagon et M. Lebrun, n° 839/1 du 12 juin 1989.
Amendements de Mme Corbisier-Hagon et M. Lebrun, n° 839/2 du 18 septembre 1990.
Amendements de Mme Corbisier-Hagon et consorts, n° 839/3 du 16 juillet 1991.
Rapporteur : Mme Burgeon.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1469/1 du 31 janvier 1991.

Veillesse et décès prématuré

1. Proposition de loi portant relèvement des pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés pour les bénéficiaires nés avant 1910, ainsi que du minimum de la pension de retraite et de survie accordée sur la base d'une carrière complète dans le régime des travailleurs salariés.
Déposée par M. Derycke, n° 207/1 du 3 mars 1988.
Reprise par M. Peeters le 11 mai 1990.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Déposée par M. Perdieu, n° 263/1 du 9 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.
Déposée par M. Detremmerie, n° 292/1 du 15 mars 1988.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
Déposée par M. Detremmerie, n° 297/1 du 16 mars 1988.

5. Proposition de loi relative à l'âge de la retraite.
Déposée par Mme Detiège, n° 316/1 du 22 mars 1988.
Reprise par MM. Bossuyt et Derycke et Mme Duroi-Vanhelmont le 13 juin 1988.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.
Déposée par M. Flamant, n° 404/1 du 10 mai 1988.
Rapporteur : M. Van Mechelen.

7. Proposition de loi concernant la pension de travailleurs salariés et indépendants justifiant d'une carrière professionnelle de 40 ans.
Déposée par M. Bertouille, n° 491/1 du 6 juillet 1988.

8. Projet de loi relatif aux régimes de pensions complémentaires.
Déposé par le Gouvernement, n° 945/1 du 30 juin 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

9. Proposition de loi abaissant l'âge de la pension des mères occupant un emploi et ayant une carrière professionnelle.
Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1346/1 du 12 novembre 1990.

Budget

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.
Déposé par le Gouvernement, n° 4/26 - 1763/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteurs : M. De Roo, Mme De Meyer et M. Vancrombruggen.

Chômage

1. Proposition de loi modifiant la réglementation relative au travail bénévole des chômeurs.
Déposée par M. Breyne, n° 19/1 du 26 janvier 1988.

2. Proposition de loi tendant à promouvoir l'emploi.
Déposée par MM. Antoine et Beaufays, n° 349/1 du 1^{er} avril 1988.

3. Proposition de loi garantissant le revenu des travailleurs âgés sans emploi.
Déposée par M. Sleenckx, n° 355/1 du 12 avril 1988.

4. Proposition de loi modifiant l'article 124 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposée par M. Chevalier, n° 377/1 du 20 avril 1988.

5. Proposition de loi visant à assurer la résorption du chômage structurel et la réinsertion des chômeurs de longue durée.
Déposée par M. Marc Olivier, n° 590/1 du 20 octobre 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 590/2 du 7 juillet 1989.
Amendement de M. Marc Olivier, n° 590/3 du 10 octobre 1989.
Rapporteur : Mme Nelis-Van Liedekerke.

6. Proposition de loi visant à rétablir l'individualisation des droits et à assurer la sécurité d'existence dans le régime de l'assurance chômage.
Déposée par MM. Daras et Geysels, n° 721/1 du 7 mars 1989.

7. Proposition de loi modifiant l'article 83^{ter} de l'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage visant à exclure l'indemnité payée à l'apprenti des revenus considérés comme revenus professionnels.
Déposée par MM. Lebrun et Philippe Charlier, n° 800/1 du 23 mai 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 800/2 du 7 juillet 1989.

8. Proposition de loi modifiant les conditions d'accès des bénéficiaires du minimum de moyens d'existence aux programmes de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.
Déposée par M. Peeters, n° 944/1 du 24 octobre 1989.
Rapporteur : Mme De Meyer.

9. Proposition de loi visant à instituer un organisme unique et public de paiement des allocations de chômage.
Déposée par MM. D'Hondt et Louis Michel, n° 1056/1 du 12 janvier 1990.

10. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposée par MM. Beysen et Gol, n° 1172/1 du 2 mai 1990.

11. Proposition de résolution relative à la modification de l'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposée par M. Sleenckx et Mme De Meyer, n° 1383/1 du 3 décembre 1990.

12. Proposition de loi visant à supprimer le contrôle journalier obligatoire des chômeurs.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1396/1 du 13 décembre 1990.

13. Proposition de loi modifiant l'article 160 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposée par M. Sleenckx, n° 1407/1 du 21 décembre 1990.

14. Proposition de loi concernant la résorption du chômage.
Déposée par MM. Louis Michel et Foret, n° 1582/1 du 22 avril 1991.

15. Proposition de loi visant à étendre l'intervention du fonds pour l'emploi aux jeunes à scolarité obligatoire à temps plein.

Déposée par MM. Antoine et Philippe Charlier, n° 1621/1 du 22 mai 1991.

Stage des jeunes

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 779/1 du 28 avril 1989.
Rapporteur : M. Vancrombruggen.

Commerce et industrie

Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Déposée par M. Coveliers, n° 50/1 du 29 janvier 1988.

Construction

Proposition de loi modifiant les dispositions relatives à l'enregistrement des entrepreneurs.

Déposée par Mme Kestelijn-Sierens, n° 836/1 du 6 juin 1989.
Rapporteur : Mme Nelis-Van Liedekerke.

Droit civil

Adoption

Proposition de loi créant une allocation d'accueil en cas d'adoption ou de tutelle officieuse.

Déposée par M. Antoine, n° 1384/1 du 4 décembre 1990.

Créances alimentaires

1. Proposition de loi relative à la création et à l'organisation d'un Fonds national des créances alimentaires.

Déposée par Mme Jacobs, n° 1488/1 du 14 février 1991.
Rapporteur : Mme De Meyer.

2. Proposition de loi organisant le règlement des créances alimentaires par l'intermédiaire d'un Office national des créances alimentaires.

Déposée par M. Antoine, n° 1743/1 du 29 août 1991.

Droit pénal

Proposition de loi-cadre relative aux dispositions destinées à prévenir l'avortement et à promouvoir des mesures en faveur de l'accueil de la femme et de l'enfant.

Déposée par M. Antoine et consorts, n° 1092/1 du 15 février 1990.

Energie

1. Proposition de loi instaurant une aide en moyens de chauffage.

Déposée par M. Anselme, n° 343/1 du 30 mars 1988.

2. Proposition de loi imposant une décision judiciaire préalable à toute coupure d'électricité, de gaz et d'eau.
Déposée par M. Eerdeken, n° 276/1 du 11 mars 1988.

3. Proposition de loi relative à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité.

Déposée par M. Antoine, n° 371/1 du 13 avril 1988.

Enquêtes parlementaires

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir si des fonds publics ont été détournés dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité.

Déposée par M. Annemans, n° 111/1 du 19 février 1988.

2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir si des fonds publics ont été détournés par les organismes assureurs dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité.

Déposée par M. Devolder, n° 640/1 du 5 décembre 1988.

Pensions

Pensions civiles

Proposition de loi relative au cumul d'un revenu de remplacement avec un revenu professionnel et/ou un autre revenu de remplacement.

Déposée par M. Laridon, n° 1290/1 du 28 septembre 1990.

Pension de réparation

Proposition de loi modifiant l'article 34, § 1^{er}, E, 2^o de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Déposée par M. Perdieu, n° 167/1 du 1^{er} mars 1988.

Professions

Proposition de loi fixant le statut des agences de mannequin et des agences de publicité définissant le statut professionnel du mannequin et organisant une protection spéciale à l'égard des enfants mannequins.

Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 1418/1 du 11 janvier 1991.

Traitements

Proposition de loi visant à permettre l'utilisation des chèques-repas pour l'achat de biens non alimentaires.

Déposée par M. Louis Michel et consorts, n° 1395/1 du 13 décembre 1990.

Travail

1. Proposition de loi renforçant la protection des travailleurs chargés du transport de fonds.

Déposée par M. Marc Olivier, n° 188/1 du 2 mars 1988.
Rapport de M. Ansoms, n° 188/2 du 26 juin 1989.

Renvoi en commission le 30 juin 1989.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Déposée par M. De Batselier, n° 206/1 du 3 mars 1988.
Reprise par M. Bossuyt, le 13 juin 1988.

3. Proposition de résolution relative à l'élimination de toute discrimination fondée sur le sexe.

Déposée par Mme Burgeon et consorts, n° 228/1 du 4 mars 1988.

4. Proposition de loi instaurant une nouvelle organisation du travail.
Déposée par M. Dhoore, n° 325/1 du 24 mars 1988.
5. Proposition de loi visant à intégrer les travailleurs handicapés dans les relations collectives de travail.
Déposée par MM. Sleenckx et Perdieu, n° 373/1 du 14 avril 1988.
6. Proposition de loi modifiant l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par M. Lebrun, n° 693/1 du 15 février 1989.
7. Proposition de loi créant un congé d'accueil en cas d'adoption ou de tutelle officieuse.
Déposée par M. Lebrun et consorts, n° 939/1 du 18 octobre 1989.
8. Proposition de loi sur le referendum dans l'entreprise et dans le secteur public.
Déposée par M. Beysen, n° 1049/1 du 9 janvier 1990.
9. Proposition de loi modifiant les articles 2, 7, 31 et 34 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.
Déposée par M. Mayeur et Mme Jacobs, n° 1224/1 du 7 juin 1990.
10. Proposition de loi portant le congé de maternité à seize semaines.
Déposée par Mme De Meyer, n° 1358/1 du 20 novembre 1990.
Rapporteur : Mme Nelis-Van Liedekerke.
11. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en ce qui concerne la protection de la maternité.
Déposée par Mme De Meyer, n° 1360/1 du 20 novembre 1990.

Accidents du travail

Proposition de loi modifiant l'article 42bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.
Déposée par MM. Lagasse, Clerfayt et Mme Spaak, n° 1552/1 du 19 mars 1991.

Apprentissage

Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés.
Déposé par le Gouvernement, n° 1686/1 du 1^{er} juillet 1991.

Contrats de travail

1. Proposition de loi instaurant et uniformisant le congé parental.
Déposée par M. Gabriëls, n° 45/1 du 28 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant les articles 52, 70, 71, 73 et 112 de la loi du 3 juillet 1978 sur les contrats de travail.
Déposée par M. Hendrick, n° 57/1 du 1^{er} février 1988.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 546/1 du 23 août 1988.
4. Proposition de loi modifiant l'article 11bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail en ce qui concerne la flexibilité du travail à temps partiel prévue par la loi-programme du 22 décembre 1989.
Déposée par M. Sleenckx, n° 1227/1 du 7 juin 1990.

Hygiène et sécurité

Proposition de loi abrogeant les dispositions du titre I^{er} du Règlement général pour la protection du travail relatives à la protection du personnel des établissements classés.
Déposée par M. Vanvelthoven, n° 152/1 du 26 février 1988.

Interruption de carrière

Proposition de loi instaurant le droit à l'interruption de carrière.
Déposée par Mme De Meyer, n° 1359/1 du 20 novembre 1990.
Rapporteur : Mme Nelis-Van Liedekerke.

Salaires

Projet de loi modifiant l'article 5, § 6, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.
Déposé par le Gouvernement, n° 1010/1 du 14 octobre 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Travail des enfants

Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail, en ce qui concerne plus particulièrement le travail des enfants.
Déposée par M. Sleenckx et Mme De Meyer, n° 1408/1 du 21 décembre 1990.

2. Projet de loi concernant le travail des enfants.
Déposé par le Gouvernement, n° 1733/1 du 2 septembre 1991.

Amendements de MM. Simons et Geysels, Mme De Meyer, MM. Sleenckx et Van der Sande, n° 1733/2 du 2 octobre 1991.
Rapporteur : Mme Nelis-Van Liedekerke.

2. COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET DES CLASSES MOYENNES

Agriculture

1. Proposition de loi créant la banque foncière, la chambre foncière et l'exploitation de propriété.
Déposée par MM. Baldewijns, Van den Bossche, Peuskens, Coppens et Gesquiere, n° 338/1 du 29 mars 1988.
2. Proposition de loi sur la protection et la promotion de l'agriculture biologique, de ses produits et dérivés.
Déposée par MM. Daras et Van Durme, n° 381/1 du 20 avril 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 381/2 du 16 février 1990.

- Amendements de MM. Daras et Van Durme, n° 381/3 du 22 janvier 1991.
3. Proposition de loi interdisant l'épandage d'engrais animal pendant certaines périodes.
Déposée par M. Van Durme, n° 607/1 du 10 novembre 1988.
 4. Proposition de loi créant des banques foncières régionales.
Déposée par M. Verberckmoes, n° 749/1 du 10 avril 1989.
Rapporteur : M. Peuskens.

5. Proposition de loi visant à garantir un revenu agricole familial.

Déposée par M. Ducarme, n° 1432/1 du 18 janvier 1991.

6. Proposition de résolution visant à organiser une concertation entre le département national de l'agriculture et les instances régionales compétentes en matière d'environnement afin d'éviter que les mesures différentes prises par les régions en matière d'environnement n'entraînent une distorsion de concurrence dans l'agriculture.

Déposée par M. Denys, n° 1731/1 du 8 août 1991.

Bétail

1. Proposition de loi établissant un moratoire en ce qui concerne l'élevage porcin intensif.

Déposée par M. Van Durme, n° 289/1 du 15 mars 1988.

2. Proposition de résolution relative à la levée de l'interdiction de la vaccination contre la peste porcine.

Déposée par M. Annemans, n° 1263/1 du 13 juillet 1990.

Allocations familiales

1. Proposition de loi assimilant les allocations familiales des travailleurs indépendants à celles du régime des travailleurs salariés.

Déposée par MM. Baldewijns, Peuskens, Coppens et Gesquiere, n° 154/1 du 26 février 1988.

2. Proposition de loi relative aux prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

Déposée par MM. Beysen, Draps, Mundeeler et Pivin, n° 1087/1 du 13 février 1990.

Assurances sociales

Sécurité sociale

1. Proposition de loi octroyant aux travailleurs indépendants une pension de retraite et de survie d'un montant au moins égal au revenu garanti aux personnes âgées.

Déposée par MM. Baldewijns, Peuskens, Coppens et Gesquiere, n° 145/1 du 25 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant les articles 7, 9 et 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants.

Déposée par MM. Baldewijns, Peuskens, Coppens et Gesquiere, n° 146/1 du 25 février 1988.

3. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 13 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

Déposée par MM. Baldewijns, Peuskens, Coppens et Gesquiere, n° 148/1 du 25 février 1988.

4. Proposition de loi modifiant le régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants en vue de réduire le délai de carence en indemnisation.

Déposée par MM. Antoine et Jérôme, n° 767/1 du 21 avril 1989.

5. Proposition de loi portant diverses mesures d'harmonisation du statut social des indépendants.

Déposée par M. Hazette, n° 1515/1 du 4 mars 1991.

Rapporteur : Mme Kestelijn-Sierens.

Vieillesse

Proposition de loi adaptant les pensions des travailleurs indépendants à l'évolution du bien-être général.

Déposée par MM. Neven, Louis Michel et Flamant, n° 1272/1 du 27 juillet 1990.

Budget

Projet de Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992.

Déposé par le Gouvernement, n° 4/26 - 1763/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteurs : MM. Lebrun et Beerden.

Chômage

Proposition de loi assouplissant les conditions d'octroi de l'intervention en faveur des chômeurs complets indemnisés désireux de s'établir comme indépendants ou de créer une entreprise.

Déposée par M. Denys, n° 107/1 du 19 février 1988.

Commerce et industrie

Proposition de loi assimilant les professions libérales aux petites et moyennes entreprises (PME) en matière d'aides à l'expansion économique et d'incitants fiscaux à l'investissement.

Déposée par M. Van Parys, n° 313/1 du 18 mars 1988.

Commerce de détail

1. Proposition de loi modifiant l'article 12, premier alinéa, de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes.

Déposée par M. Vankeirsbilck, n° 545/1 du 23 août 1988.

Rapporteur : Mme Kestelijn-Sierens.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes.

Déposée par MM. Cuyvers, De Vlieghere, Simons, Derycke et Loones, n° 782/1 du 8 mai 1989.

Reprise par M. Dielens le 4 mai 1990.

Petites et moyennes entreprises

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 juin 1984 instaurant les conditions d'exercice de l'activité professionnelle de restaurateur ou de traiteur-organisateur de banquets dans les petites et moyennes entreprises de commerce et de l'artisanat.

Déposée par M. Philippe Charlier, n° 606/1 du 10 novembre 1988.

Amendement de M. Philippe Charlier, n° 606/2 du 18 octobre 1989.

Droit pénal

Proposition de loi relative à l'amélioration du bien-être des animaux.

Déposée par MM. Moureaux et Féaux, n° 170/1 du 1^{er} mars 1988.

Professions

Proposition de loi établissant le statut de l'intermédiaire en assurances.

Déposée par M. Cauwenberghs, n° 1625/1 du 23 mai 1991.

Rapporteur : Mme Kestelijn-Sierens.

Travaux publics

Proposition de loi tendant à indemniser les commerçants et les exploitants agricoles ayant subi un préjudice important en raison de travaux d'utilité publique entrepris aux abords de leur commerce ou de leur exploitation.

Déposée par MM. Gol, Mundeeler et Bertouille, n° 1181/1 du 9 mai 1990.

3. COMMISSION DU BUDGET

Budgets

1. Budgets des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 1992 « Exposé général ».
Déposée par le Gouvernement, n° 4 - 1762/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteur : M. Lisabeth.

2. Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.

Déposé par le Gouvernement, n° 4/26 - 1763/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteur : M. Lisabeth.

3. Budget des voies et moyens pour l'année budgétaire 1992.
Déposé par le Gouvernement, n° 4/1 - 1764/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteur : M. Lisabeth.

4. COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

Affaires étrangères

Proposition de résolution demandant de ne pas moderniser les armes nucléaires tactiques.

Déposée par M. Van Dienderen et consorts, n° 555/1 du 1^{er} septembre 1988.

Armée

1. Proposition de loi relative aux prestations de service des militaires des cadres actifs des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical.
Déposée par M. Devolder, n° 119/1 du 23 février 1988.

2. Proposition de loi instituant l'interruption de la carrière professionnelle pour les militaires de carrière.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 122/1 du 23 février 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.
Déposée par M. Denison, n° 176/1 du 1^{er} mars 1988.

4. Proposition de loi instituant une commission mixte chargée d'examiner, d'évaluer et d'émettre des avis et des recommandations sur la structure, l'organisation, la capacité opérationnelle, la nature et le volume des missions des Forces armées dans le cadre de nos engagements OTAN et de la sécurité européenne, compte tenu des moyens affectés à cette fin et en vue du maintien de la paix dans le monde.
Déposée par MM. Beaufays et Gendebien, n° 220/1 du 4 mars 1988.

5. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal du 17 avril 1956 accordant une indemnité pour frais de déplacement à certains membres de la famille de militaires gravement malades ou accidentés, ou de militaires décédés.
Déposée par M. Van Wambeke, n° 611/1 du 16 novembre 1988.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 1631/1 du 31 mai 1991.

7. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 1672/1 du 25 juin 1991.

Aviation

Proposition de résolution concernant les avions de combat de la force aérienne belge.

Déposée par MM. Van Dienderen, Daras et Cuyvers, n° 716/1 du 3 mars 1989.

Gendarmerie

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1979 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission au corps opérationnel de la gendarmerie.

Déposée par M. Devolder, n° 120/1 du 23 février 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 120/2 du 8 avril 1988.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie en vue de désigner les matières devant obligatoirement faire l'objet de négociations.

Déposée par MM. Bourgeois, Cauwenberghs, Van Hecke et Beaufays, n° 1649/1 du 10 juin 1991.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie en vue d'instaurer un seuil de représentativité comme condition d'agrément.

Déposée par MM. Bourgeois, Cauwenberghs, Van Hecke et Laurent, n° 1650/1 du 10 juin 1991.

Justice militaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées et modifiant la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical.

Déposée par Mme Lefebvre et M. Van Dienderen, n° 127/1 du 24 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 161/1 du 29 février 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 1681/1 du 28 juin 1991.

Langues

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Déposée par Mme Lefebvre, n° 1616/1 du 14 mai 1991.

Milice

1. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Déposée par M. Vermeiren, n° 83/1 du 11 février 1988.

2. Proposition de résolution relative au régime des congés des miliciens.
Déposée par M. Van Dienderen, n° 1259/1 du 9 juillet 1990.

3. Proposition de loi relative aux droits pécuniaires des militaires.
Déposée par Mme Lefebver, n° 1636/1 du 4 juin 1991.

Officiers

1. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.
Déposée par M. Uyttendaele, n° 902/1 du 19 septembre 1989.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.
Déposée par Mme Lefebver, n° 1680/1 du 28 juin 1991.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical.
Déposée par Mme Lefebver, n° 1725/1 du 2 août 1991.

Personnel

1. Proposition de loi modifiant l'article 49 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.
Déposée par Mme Lefebver, n° 861/1 du 21 juin 1989.
Rapporteur : M. Cauwenberghs.

2. Proposition de loi modifiant l'article 53 de la loi du 13 juillet 1976 relative à l'effectif en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.
Déposée par Mme Lefebver, n° 1431/1 du 18 janvier 1991.

Sécurité sociale

1. Proposition de loi modifiant l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée.
Déposée par M. Vermeiren, n° 84/1 du 11 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1960 relative à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée.
Déposée par Mme Lefebver, n° 138/1 du 25 février 1988.

Volontaires

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1973 portant statut des volontaires du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical.
Déposée par Mme Lefebver, n° 1724/1 du 2 août 1991.

Budget

Projet de Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992.
Déposé par le Gouvernement, n° 4/26 - 1763/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteur : M. Janssens.

Crédits supplémentaires

1. Projet de loi ajustant le Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1991 — Section 16 « Défense nationale ».
Déposé par le Gouvernement, n° 5/26-1712/1 du 15 juillet 1991.
2. Projet de loi ajustant le Budget général des dépenses de l'année budgétaire 1991 — Section 16 « Défense nationale ».
Déposé par le Gouvernement, n° 5/26-1713/1 du 15 juillet 1991.

Enquêtes parlementaires

Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les activités clandestines qui auraient été ou seraient organisées en Belgique dans le cadre des services de renseignements belges.
Déposée par M. Van der Maelen, n° 1347/1 du 13 novembre 1990.

5. COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Commerce et Industrie

Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.
Déposée par MM. Galle et De Batselier, n° 210/1 du 3 mars 1988.

Droit commercial

Sociétés

Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique.
Déposée par Mme Kestelijn-Sierens, n° 995/1 du 30 novembre 1989.

Sociétés commerciales

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les fusions et les scissions de sociétés, les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935.
Déposé par le Gouvernement, n° 1214/1 du 5 juin 1990.
Amendements du Gouvernement, n° 1214/2 du 25 juin 1991.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1214/3 du 25 juin 1991.
Amendements du Gouvernement, de MM. Jean-Marie Leonard et Knoops, n° 1214/4 du 12 juillet 1991.
Amendement de M. De Clerck, n° 1214/5 du 24 juillet 1991.
Amendements de M. De Clerck et consorts, Mme Onkelinx, MM. Eerdeken et Dardenne, du Gouvernement, Mme Merckx-Van Goey et M. Hermans, n° 1214/6 du 26 septembre 1991.
Rapporteur : Mme Onkelinx.

Enquêtes parlementaires

Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée de l'évaluation économique, financière, fiscale et déontologique de la participation de la société nationale d'investissement dans le dossier Anbema.

Déposée par M. De Batselier, n° 209/1 du 3 mars 1988.

Finances

Proposition de loi relative au plan de participation du personnel au capital de son entreprise.

Déposée par M. Detremmerie, n° 296/1 du 16 mars 1988.

6. COMMISSION DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

Agriculture

Proposition de loi relative à l'identification des oeufs de poules élevées au sol et des oeufs biologiques vendus dans le commerce.

Déposée par M. Van Durme, n° 613/1 du 17 novembre 1988.

Budget

Projet de Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992.

Déposé par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteur : M. Dumez.

Commerce et industrie

Proposition de loi visant la protection de la sous-traitance.

Déposée par M. Perdieu, n° 321/1 du 22 mars 1988.

Commerce de détail

1. Proposition de loi visant à instaurer un régime de prix imposé pour la vente au détail de carburants.

Déposée par M. Hendrick, n° 396/1 du 4 mai 1988.

2. Proposition de loi relative aux contrats conclus entre fournisseurs et distributeurs-détaillants en carburant.

Déposée par M. Hendrick, n° 413/1 du 16 mai 1988.

Economie régionale

1. Proposition de résolution visant à accorder la priorité au Limbourg.

Déposée par M. Gabriëls, n° 46/1 du 28 janvier 1988.

2. Proposition de résolution relative à l'octroi du statut de zone de développement au Hageland.

Déposée par MM. Jos Bosmans, Geysels, Van den Broucke, Vandermeulen et Vanhorenbeek, n° 407/1 du 11 mai 1988.

Jouets

Proposition de loi relative à la commercialisation de jouets et d'objets usuels pour enfants.

Déposée par Mme Lefebver, n° 191/1 du 2 mars 1988.

Avis du Conseil d'Etat n° 191/2 du 10 avril 1990.

Prix

Proposition de loi modifiant la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

Déposée par M. Verhofstadt n° 1527/1 du 11 mars 1991.

Sécurité

Proposition de loi portant mesures de sécurité en faveur des enfants.

Déposée par MM. Detremmerie, Alfred Léonard et Gendebien, n° 271/1 du 10 mars 1988.

Energie

Proposition de résolution sur la nécessité d'un nouveau débat parlementaire sur l'énergie.

Déposée par M. De Batselier, n° 235/1 du 7 mars 1988.

Eau, gaz, électricité

1. Proposition de résolution relative au plan d'équipement du secteur de l'électricité pour les années 1985-1995.

Déposée par M. De Batselier, n° 283/1 du 14 mars 1988.

2. Proposition de loi concernant la production décentralisée et l'auto-production d'électricité.

Déposée par MM. Busquin et Tomas, n° 347/1 du 31 mars 1988.

3. Proposition de loi-cadre visant à instaurer une tarification progressive de l'électricité à usage domestique.

Déposée par MM. Daras et Geysels, n° 731/1 du 14 mars 1989.

Energie nucléaire

1. Proposition de résolution visant à imposer un moratoire en ce qui concerne la construction de centrales nucléaires.

Déposée par M. De Batselier, n° 260/1 du 9 mars 1988.

2. Proposition de loi portant création d'un Institut pour la sécurité et la santé dans le domaine nucléaire (ISSN).

Déposée par M. De Batselier, n° 299/1 du 16 mars 1988.

3. Proposition de loi visant à interdire la construction de nouvelles unités de production d'électricité d'origine nucléaire et à programmer le déclassement des unités existantes.

Déposée par MM. Daras et Geysels, n° 428/1 du 30 mai 1988.

Environnement

1. Proposition de loi relative aux substances nuisibles à l'environnement.

Déposée par M. Vanvelthoven, Mme Lefebver et MM. Sleenckx et Timmermans, n° 493/1 du 7 juillet 1988.

Rapporteurs : MM. Tomas et Van Rompaey.

2. Proposition de loi relative à la fixation, par la Commission pour la régulation des prix, des prix planchers pour les matières recyclables, afin de promouvoir le rempli des matières provenant de déchets.

Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 920/1 du 9 octobre 1989.

Amendements de M. Cuyvers, n° 920/2 du 4 février 1991.

Rapporteur : M. Candries.

Finances

Crédits

Projet de loi relatif au crédit hypothécaire.

Déposé par le Gouvernement, n° 1742/1 du 28 août 1991.

Habitations

Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction.
Déposée par M. Breyne, n° 1735/1 du 19 août 1991.

Ombudsman

Proposition de loi instituant la fonction d'ombudsman des consommateurs et créant un tribunal du marché.
Déposée par M. Marc Olivier, n° 451/1 du 17 juin 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 451/2 du 24 mars 1989.

Secours et subsides

Proposition de loi réglementant les appels à la générosité de la population.
Déposée par M. Jérôme, n° 328/1 du 24 mars 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 328/2 du 15 juillet 1988.

Statistiques

Proposition de loi coordonnant les questionnaires statistiques et autres adressés aux entreprises par les organismes publics.
Déposée par M. Denys, n° 110/1 du 19 février 1988.

7. COMMISSION DES FINANCES

Affaires étrangères

Proposition de loi modifiant la loi du 3 octobre 1983 portant création d'un « Fonds de survie pour le tiers monde » en vue d'assurer l'exécution des résolutions du Sénat et de la Chambre des représentants sur le manifeste-appel des Prix Nobel contre l'extermination par la faim et sur la contribution que la Belgique doit apporter à cette action.
Déposée par MM. Jos Bosmans et Van Hecke, n° 408/1 du 11 mai 1988.
Amendement de MM. Jos Bosmans et Van Hecke, n° 408/2 du 22 novembre 1990.

Arts, Sciences et Lettres

1. Proposition de loi tendant à stimuler l'industrie cinématographique en Belgique.
Déposée par M. Van der Biest, n° 169/1 du 1^{er} mars 1988.
2. Proposition de loi favorisant le développement de la création de programmes audiovisuels et de l'industrie de l'audio-visuel en Belgique.
Déposée par M. Grafé, n° 406/1 du 11 mai 1988.

Assurances sociales

Proposition de loi adaptant la pension de survie et l'indemnité accordée aux veuves des membres des services d'ordre et des services de secours.
Déposée par MM. Vermeiren et Devolder, n° 88/1 du 15 février 1988.

Sécurité sociale

Proposition de loi immunisant une partie des rémunérations de charges sociales.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1461/1 du 28 janvier 1991.

Chambres législatives

Proposition de loi réglant certains aspects du statut du parlementaire.
Déposée par M. Verhofstadt, n° 1286/1 du 24 septembre 1990.

Commerce et industrie

Construction

1. Proposition de loi tendant à promouvoir la relance du secteur industriel de la construction.
Déposée par M. Burgeon, n° 218/1 du 3 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant les dispositions relatives à l'enregistrement des entrepreneurs.
Déposée par Mme Kestelijn-Sierens, n° 836/1 du 6 juin 1989.
Rapporteur : M. De Roo.

Petites entreprises

Proposition de loi visant à renforcer la structure financière des très petites entreprises (TPE) qui se créent.
Déposée par MM. Di Rupo et Daerden, n° 873/1 du 22 juin 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 873/2 du 5 mars 1991.

Cour des comptes

Proposition de loi portant extension des compétences de la Cour des comptes.
Déposée par M. Gabriëls, n° 60/1 du 2 février 1988.

Arrêts cassés

Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes et la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des postes.
Déposée par M. Bourgeois, n° 1639/1 du 4 juin 1991.

Energie

Proposition de loi modifiant le code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'assurer un « tarif social » aux attributaires de certains revenus.
Déposée par MM. Philippe Charlier, Detremmerie et Alfred Léonard, n° 156/1 du 26 février 1988.

Enquêtes parlementaires

Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur l'opération de dévaluation de 1982.
Déposée par M. Verhofstadt, n° 1778/1 du 8 octobre 1991.

Epargne

Proposition de loi portant encouragement à la souscription ou à l'achat par les pensionnés et prépensionnés d'actions ou parts représentatives d'une fraction du capital social de sociétés belges.
Déposée par M. Verhofstadt, n° 706/1 du 23 février 1989.
Rapporteur : M. Vermeiren.

Finances

Proposition de loi complétant la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

Déposée par M. Clerfayt, n° 1786/1 du 9 octobre 1991.

Comptabilité de l'Etat

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Déposée par M. Perdieu, n° 265/1 du 9 mars 1988.

2. Proposition de loi relative aux marchés de services caractérisés par des prestations intellectuelles ou artistiques.

Déposée par M. Defosset et consorts, n° 1585/1 du 22 avril 1991.

Crédits

Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires.

Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 121/1 du 23 février 1988.

Monnaies

Proposition de loi modifiant la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire.

Déposée par M. Loones, n° 1310/1 du 22 octobre 1990.

Avis du Conseil d'Etat n° 1310/2 du 31 octobre 1990.

Impôts

Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Déposée par M. Lebrun, n° 1444/1 du 24 janvier 1991.

Douanes et accises

Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire.

Déposée par M. Eerdekens, n° 314/1 du 21 mars 1988.

Impôts directs

1. Proposition de loi modifiant l'article 277 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par M. Eerdekens, n° 182/1 du 2 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 244 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par M. Eerdekens, n° 183/1 du 2 mars 1988.

3. Proposition de loi tendant à réduire la taxe de circulation sur les véhicules automobiles en fonction du nombre d'enfants des familles.

Déposée par MM. Gendebien et Alfred Léonard, n° 203/1 du 3 mars 1988.

4. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de simplifier l'ensemble des dispositions relatives à l'impôt des sociétés.

Déposée par M. Burgeon et consorts, n° 229/1 du 4 mars 1988.

5. Proposition de loi exonérant les handicapés de la taxe de circulation complémentaire sur le LPG.

Déposée par M. Antoine, n° 360/1 du 13 avril 1988.

6. Proposition de loi tendant à modifier la taxation des revenus des terrains donnés en location à des agriculteurs.

Déposée par MM. Antoine et Beaufays, n° 368/1 du 13 avril 1988.

7. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de mettre les communes et agglomérations en possession des taxes additionnelles comprises dans les précomptes professionnels et les versements anticipés.

Déposée par M. Lebrun, n° 453/1 du 17 juin 1988.

Rapporteur : M. Van Rompuy.

8. Proposition de loi modifiant la taxation des revenus des terres affermées à des agriculteurs.

Déposée par M. Beerden, n° 463/1 du 23 juin 1988.

9. Proposition de loi modifiant l'article 47 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales.

Déposée par M. Kubla, n° 580/1 du 6 octobre 1988.

10. Proposition de loi qui modifie l'article 45 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par M. Draps, n° 657/1 du 19 décembre 1988.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre.

Déposée par M. Verhofstadt, n° 770/1 du 25 avril 1989.

12. Proposition de loi complétant l'article 89 du Code des impôts sur les revenus relatif à la majoration d'impôt en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé.

Déposée par M. Collart, n° 798/1 du 18 mai 1989.

13. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en vue de tenir compte du coût exceptionnel des logements dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Draps, n° 827/1 du 2 juin 1989.

14. Proposition de loi modifiant l'article 71 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par MM. Geysels et Daras, n° 832/1 du 5 juin 1989.

15. Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal du 22 août 1934 modifiant les dispositions légales en matière d'impôts directs et taxes y assimilées.

Déposée par M. Desutter, n° 1276/1 du 14 août 1990.

Amendements de M. Desutter, n° 1276/2 du 12 février 1991.

Rapporteur : M. Van Rompuy.

16. Proposition de loi modifiant l'article 71 du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par Mme Brepoels, n° 1521/1 du 7 mars 1991.

17. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

Déposée par M. Verhofstadt, n° 1526/1 du 11 mars 1991.

18. Proposition de loi modifiant l'article 71 du Code des impôts sur les revenus en vue d'ajouter à la liste des charges déductibles les libéralités en argent faites aux organismes agréés de défense de l'environnement.

Déposée par M. Verhofstadt, n° 1623/1 du 22 mai 1991.

19. Proposition de loi instaurant la déductibilité des frais relatifs à l'établissement ainsi qu'au fonctionnement des crèches en entreprise.

Déposée par MM. Louis Michel et Foret, n° 1660/1 du 14 juin 1991.

20. Proposition de loi immunisant à concurrence de 100 000 francs les rémunérations des pompiers volontaires.

Déposée par M. Louis Michel, n° 1745/1 du 29 août 1991.

21. Proposition de loi instaurant des titres-crèche dans les entreprises de moins de 100 travailleurs.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1750/1 du 29 août 1991.

22. Proposition de loi permettant au contribuable de décider de l'affectation d'une partie de son impôt.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1757/1 du 12 septembre 1991.

23. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus et le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue d'une réforme limitée de la procédure fiscale.
Déposée par MM. Willockx et Lisabeth, n° 1761/1 du 19 septembre 1991.

Impôts directs et indirects

1. Proposition de loi tendant à relancer la construction par la révision de certaines dispositions fiscales.
Déposée par MM. Marc Olivier et Alfred Léonard, n° 179/1 du 1^{er} mars 1988.

2. Proposition de loi établissant un programme de modération de la fiscalité et de la parafiscalité.
Déposée par M. van Weddingen et consorts, n° 1433/1 du 21 janvier 1991.

Impôts indirects

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par M. Gabriëls, n° 35/1 du 28 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.
Déposée par M. Gabriëls, n° 36/1 du 28 janvier 1988.

3. Proposition de loi modifiant la procédure de restitution des droits d'enregistrement.
Déposée par M. Jérôme, n° 131/1 du 24 février 1988.

4. Proposition de loi réglementant le remboursement du montant de la TVA perçue sur les ventes de voitures automobiles, contrairement aux règles de droit européennes.
Déposée par M. Defraigne, n° 142/1 du 25 février 1988.

5. Proposition de loi modifiant l'article 83 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par M. Van Elewycx, n° 163/1 du 29 février 1988.

6. Proposition de loi relative à la réduction des droits de succession pour les personnes handicapées.
Déposée par MM. Detremmerie et Alfred Léonard, n° 341/1 du 30 mars 1988.

7. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Déposée par M. Bertouille, n° 475/1 du 27 juin 1988.

8. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne la naturalisation.
Déposée par M. Derycke, n° 509/1 du 14 juillet 1988.
Reprise par M. Lisabeth, le 30 janvier 1990.

9. Proposition de loi visant à harmoniser les taux de TVA sur les produits culturels.
Déposée par MM. Louis Michel et Kubla, n° 593/1 du 26 octobre 1988.

10. Proposition de loi ramenant à 6 % le taux de TVA applicable aux travaux de construction, de transformation ou d'aménagement d'un bâtiment d'habitation.
Déposée par MM. Louis Michel, Ducarme et van Weddingen, n° 1162/1 du 25 avril 1990.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 11 mai 1967 relative au régime fiscal d'accise de la bière, modifiée par la loi du 16 juin 1973 et la loi du 22 décembre 1989.
Déposée par M. Cortois, n° 1231/1 du 13 juin 1990.

12. Proposition de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de réduire le taux de la TVA applicable aux biens et services fournis aux handicapés.
Déposée par Mme Duroi-Vanhelmont, n° 1581/1 du 19 avril 1991.

Pensions

Proposition de loi modifiant l'article 159 de la loi-programme du 30 décembre 1988.
Déposée par M. Laridon, n° 1705/1 du 10 juillet 1991.

Pensions civiles

1. Proposition de loi établissant les droits en matière de pension de certains membres du personnel enseignant qui étaient en service au 31 décembre 1960.
Déposée par M. Derycke, n° 244/1 du 8 mars 1988.
Reprise par M. Peeters, le 11 mai 1990.

2. Proposition de loi concernant le régime des pensions des agents temporaires et de complément de l'ancienne administration d'Afrique.
Déposée par M. Detremmerie, n° 304/1 du 18 mars 1988.

Pensions militaires

1. Proposition de loi modifiant l'article 57 des lois coordonnées sur les pensions militaires.
Déposée par M. Bertouille, n° 494/1 du 7 juillet 1988.

2. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.
Déposée par M. Flamant, n° 1127/1 du 27 mars 1990.

3. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.
Déposée par Mme Lefebvre, n° 1157/1 du 18 avril 1990.

Radio et Télévision

Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.
Déposée par M. Cortois, n° 797/1 du 18 mai 1989.

Sport

Proposition de loi créant un Fonds de sponsoring sportif.
Déposée par MM. Peeters et Willockx, n° 1740/1 du 27 août 1991.

Transports

Proposition de loi visant à promouvoir l'utilisation des transports publics urbains.
Déposée par M. Draps, n° 842/1 du 9 juin 1989.

Travail

Proposition de loi prolongeant les possibilités d'implantations d'entreprises dans les zones d'emploi.
Déposée par M. Knoops, n° 1128/1 du 27 mars 1990.

Syndicats

Proposition de loi instaurant une « comptabilité ouverte » pour les organisations syndicales.

Déposée par MM. Cortois et Van Mechelen, n° 1284/1 du 11 septembre 1990.

8. COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE

Administrations publiques

Proposition de loi relative à l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments des services publics ainsi que des établissements, associations et organismes subventionnés par l'Etat et situés dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Vervaeet, n° 637/1 du 5 décembre 1988.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

Assurances sociales

Proposition de loi exemptant les handicapés du paiement des redevances de stationnement.

Déposée par Mme De Meyer et M. Peeters, n° 1541/1 du 14 mars 1991.

Budget

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.

Déposé par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteurs : MM. Félicien Bosmans et Bartholomeeussen.

Chambres législatives

Proposition de loi limitant l'octroi de la franchise postale et introduisant une sanction pénale en cas de non-respect des conditions de cette franchise.

Déposée par M. Louis Michel, n° 1751/1 du 29 août 1991.

Environnement

Proposition de loi fixant de nouvelles modalités de gestion des éléments d'intérêt paysager dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Vervaeet, n° 638/1, du 5 décembre 1988.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

Radio et Télévision

1. Proposition de loi modifiant l'article 27, §§ 1^{er} et 4, de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Déposée par M. Marc Harmegnies, n° 1257/1 du 5 juillet 1990.

Amendement de M. Marc Harmegnies, n° 1257/2 du 26 mars 1991.

Rapporteur : M. Desutter.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

Déposée par M. Bertouille, n° 1392/1 du 10 décembre 1990.

Roulage

1. Proposition de loi réglementant les patrouilles scolaires.
Déposée par M. Ansoms, n° 433/1 du 3 juin 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière afin d'établir un signal C 49.
Déposée par Mme Merckx-Van Goey, n° 506/1 du 13 juillet 1988.

3. Proposition de loi visant à autoriser l'emploi d'un feu spécial par les véhicules agricoles.
Déposée par M. Vancrombruggen, n° 795/1 du 17 mai 1989.
Rapporteur : M. Gesquière.

4. Proposition de loi rendant obligatoires la mention, en caractères lisibles, dans la publicité pour les véhicules à moteur et l'indication, de manière apparente, sur ou dans les véhicules mêmes, des vitesses autorisées sur les routes belges.
Déposée par M. Vervaeet, n° 918/1 du 5 octobre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

5. Proposition de loi rendant obligatoire l'usage d'un triangle de danger réfléchissant sur les véhicules agricoles lents.
Déposée par M. Breyne, n° 1133/1 du 29 mars 1990.
Rapporteur : M. Gesquière.

Accidents

Proposition de loi tendant à promouvoir la sécurité routière et la qualité de l'environnement routier.
Déposée par M. Ansoms, n° 431/1 du 2 juin 1988.

Tarifs publics

Proposition de loi accordant aux familles nombreuses établies en Belgique, aux pensionnés et aux chômeurs une réduction effective de 50 % sur les tarifs des transports publics.
Déposée par M. Gabriëls, n° 33/1 du 28 janvier 1988.

Transports

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle des freins et à imposer l'usage de ralentisseurs sur les poids lourds circulant en Belgique.
Déposée par M. Damseaux, n° 585/1 du 18 octobre 1988.
Rapporteur : M. Félicien Bosmans.

Automobiles

Proposition de loi réglant l'emploi des langues en ce qui concerne la signalisation routière des destinations étrangères.

Déposée par M. Féaux, n° 215/1 du 3 mars 1988.

Reprise par MM. Baudson et Derycke le 9 novembre 1988.

Reprise par M. Tomas le 12 mai 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 215/2 du 7 octobre 1988.

Amendement de MM. Baudson et Derycke, n° 215/3 du 24 novembre 1989.

Rapporteur : M. Marc Harmegnies.

Chemins de fer

1. Proposition de résolution relative à la priorité à accorder à la remise en service de la ligne de chemin de fer Hasselt-Genk-Maasmechelen/Maaseik.

Déposée par M. Gabriëls, n° 34/1 du 28 janvier 1988.

2. Proposition de résolution demandant que la réalisation de la liaison ferroviaire rapide Paris-Bruxelles-Amsterdam/Cologne (T.G.V.) fasse l'objet d'une analyse coût-profit et d'une étude d'impact sur l'environnement. Déposée par M. Gabriëls, n° 37/1 du 28 janvier 1988.

3. Proposition de résolution relative à la priorité à accorder à la construction et à l'équipement de la ligne de chemin de fer Anvers-Neerpelt-Hamont-Weert-Mönchengladbach-Düsseldorf.

Déposée par M. Gabriëls, n° 41/1 du 28 janvier 1988.

4. Proposition de résolution relative au projet « T.G.V. ». Déposée par MM. Vanvelthoven et Van Elewyck, n° 102/1 du 18 février 1988.

5. Proposition de résolution relative à la priorité à accorder à la ligne de chemin de fer L 94 pour le tracé du T.G.V. Nord dans l'Ouest du Brabant Wallon.

Déposée par M. Antoine, n° 364/1 du 13 avril 1988.

Vélos

Proposition de loi instaurant l'immatriculation des bicyclettes.

Déposée par M. Taelman, n° 1375/1 du 28 novembre 1990.

Urbanisme

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Déposée par M. Gabriëls, n° 61/1 du 2 février 1988.

2. Proposition de loi sur la protection des monuments et des sites et le classement de zones dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Déposée par M. Vervaeke, n° 636/1 du 5 décembre 1988.

Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

3. Proposition de loi modifiant l'article 52 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Déposée par M. Draps, n° 700/1 du 21 février 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 700/2 du 22 mars 1989.

9. COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES, DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Administrations publiques

1. Proposition de loi portant des mesures propres à assurer la publicité de l'administration.

Déposée par M. Anciaux, n° 27/1 du 27 janvier 1988.

2. Proposition de résolution demandant l'attribution aux résidents de la province de Limbourg d'une part équitable de l'ensemble des emplois du secteur public. Déposée par M. Gabriëls, n° 40/1 du 28 janvier 1988.

3. Proposition de loi relative à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Déposée par MM. Moureaux et Coëme, n° 181/1 du 1^{er} mars 1988.

4. Proposition de loi relative à l'autonomie des organismes d'intérêt public à vocation industrielle et commerciale. Déposée par MM. Moureaux et Coëme, n° 193/1 du 2 mars 1988.

5. Proposition de loi relative à la dépolitisation des nominations des pouvoirs publics.

Déposée par M. Eyskens, n° 579/1 du 4 octobre 1988.

Amendement de M. Vanhorenbeek, n° 579/2 du 2 décembre 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 579/3 du 28 avril 1989.

Amendements de M. Eyskens, n° 579/4 du 25 mai 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 579/5 du 20 octobre 1989.

Rapporteur : M. Félicien Bosmans.

6. Proposition de loi portant création d'une Ecole Royale d'Administration.

Déposée par M. De Decker, n° 816/1 du 29 mai 1989.

7. Proposition de loi garantissant la continuité des services publics en cas de grève.

Déposée par M. Louis Michel, n° 979/1 du 24 novembre 1989.

8. Proposition de loi créant un service provincial de renseignements administratifs.

Déposée par M. Louis Michel, n° 980/1 du 24 novembre 1989.

9. Proposition de loi visant à instaurer l'interruption de carrière à mi-temps dans la fonction publique.

Déposée par M. Louis Michel, n° 981/1 du 24 novembre 1989.

10. Proposition de loi généralisant les cours préparatoires aux examens organisés par le secrétariat permanent au recrutement (SPR).

Déposée par M. Louis Michel, n° 993/1 du 30 novembre 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 993/2 du 30 mars 1990.

11. Proposition de loi relative à l'augmentation des traitements et au recrutement dans certains services publics.

Déposée par M. Bril, n° 999/1 du 1^{er} décembre 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 999/2 du 29 mars 1990.

12. Proposition de loi tendant à créer auprès des services du Premier Ministre une Commission à compétence interdépartementale chargée de veiller à la qualité de la production publique.

Déposée par M. Louis Michel, n° 1032/1 du 18 décembre 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1032/2 du 13 juillet 1990.

13. Proposition de loi visant à limiter strictement l'intervention des mandataires politiques dans le traitement de dossiers administratifs individuels.
Déposée par M. Annemans, n° 1037/1 du 20 décembre 1989.

14. Proposition de loi organisant un institut interuniversitaire de formation administrative.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1047/1 du 22 décembre 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1047/2 du 13 juillet 1990.

15. Proposition de loi facilitant le recrutement dans les services publics des membres du personnel communal nommés à titre définitif et mis en disponibilité.
Déposée par MM. Louis Michel et Foret, n° 1055/1 du 12 janvier 1990.

16. Proposition de loi visant à réviser le signalement des agents de l'Etat.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1075/1 du 26 janvier 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1075/2 du 23 mars 1990.

17. Proposition de loi visant à assurer la liberté d'accès aux documents administratifs.
Déposée par MM. Draps et Gol, n° 1216/1 du 5 juin 1990.

Langues

1. Proposition de loi modifiant l'article 49 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Déposée par M. Vermeiren, n° 81/1 du 11 février 1988.

2. Proposition de loi concernant l'emploi des langues dans les communes de la frontière linguistique.
Déposée par M. Perdieu, n° 258/1 du 9 mars 1988.

Personnel

1. Proposition de loi relative à la réforme et à la codification du statut des agents de l'Etat.
Déposée par MM. Moureaux et Coëme, n° 177/1 du 1^{er} mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics.
Déposée par M. Ylieff, n° 250/1 du 8 mars 1988.
Reprise par M. Eerdeken le 7 juin 1988.

3. Proposition de loi sur le calcul du service militaire dans la carrière de l'enseignement et des agents des services publics.
Déposée par M. Ylieff, n° 254/1 du 9 mars 1988.
Reprise par M. Eerdeken le 7 juin 1988.

4. Proposition de loi visant à créer une carrière minimale conditionnée dans la fonction publique.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1046/1 du 22 décembre 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1046/2 du 23 mars 1990.

Personnel de l'Etat

Proposition de loi instaurant la représentation syndicale dans la fonction publique.
Déposée par M. Ducarme, n° 1667/1 du 21 juin 1991.

Traitements

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 8 mai 1989 modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 1065/1 du 24 janvier 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1065/2 du 27 mars 1990.

Armée

Gendarmerie

1. Proposition de loi sur l'inspection générale de la gendarmerie.
Déposée par M. Moureaux, n° 164/1 du 1^{er} mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.
Déposée par M. Moureaux, n° 180/1 du 1^{er} mars 1988.

3. Proposition de loi relative à l'inspection générale de la gendarmerie.
Déposée par M. Van den Bossche, n° 237/1 du 7 mars 1988.

Milice

1. Proposition de loi modifiant l'article 20, § 3, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Déposée par M. Vankeirsbilck, n° 582/1 du 14 octobre 1988.

2. Proposition de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Déposée par M. Ansoms, n° 623/1 du 22 novembre 1988.

3. Proposition de loi modifiant les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.
Déposée par MM. Van Dienderen et Simons, n° 742/1 du 23 mars 1989.

4. Proposition de loi relative à la durée du service civil.
Déposée par MM. Van Dienderen et Daras, n° 1580/1 du 19 avril 1991.

5. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la milice.
Déposée par M. Denison, n° 1613/1 du 13 mai 1991.

Arts, Sciences, Lettres

Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1981 portant création d'une personne juridique de droit public dénommée « Palais des Beaux-Arts ».
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 630/1 du 30 novembre 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 630/2 du 20 avril 1989.
Amendements de M. Vanhorenbeek, n° 630/3 du 8 juin 1989.
Rapporteur : M. Timmermans.

Assistance

CPAS

Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1988 pour prévenir toute difficulté quant à la composition du bureau du Centre public d'aide sociale (CPAS) élu directement dans certaines communes à statut linguistique spécial.
Déposée par M. Clerfayt, n° 722/1 du 7 mars 1989.

Budgets

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.
Déposée par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteurs : MM. Peeters et Marc Harmegnies.

Crédits supplémentaires

Projet de loi ajustant le budget général des dépenses de l'année budgétaire 1991 — Section 13 — Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.
Déposée par le Gouvernement, n° 5/26-1795/1 du 11 octobre 1991.

Chambres législatives

Proposition de loi portant des mesures propres à renforcer l'indépendance et à préserver l'intégrité des membres des Chambres législatives, des Ministres et des Secrétaires d'Etat.

Déposée par M. Coveliers, n° 893/1 du 3 juillet 1989.

Chômage

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux.

Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 117/1 du 22 février 1988.

Communes

1. Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques requises dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale pour l'exercice de certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés.

Déposée par M. Anciaux, n° 25/1 du 27 janvier 1988.

2. Proposition de loi relative aux connaissances linguistiques requises en vue d'exercer certains mandats politiques des pouvoirs subordonnés dans la région linguistique néerlandaise ou française.

Déposée par M. Galle, n° 94/1 du 16 février 1988.

3. Proposition de loi instaurant un véritable droit de consultation de tous les documents de l'administration communale ainsi que des procès-verbaux du conseil communal et du collège des échevins.

Déposée par M. Denys, n° 103/1 du 18 février 1988.

Amendement de M. Simons, n° 103/2 du 25 février 1988.

4. Proposition de loi accordant une subvention de l'Etat aux communes en raison des étrangers inscrits dans le registre de la population et dans le registre des étrangers.

Déposée par M. Moureaux, n° 178/1 du 1^{er} mars 1988.

Amendement de M. Temmerman, n° 178/2 du 10 mars 1988.

5. Proposition de loi modifiant l'article 2 de l'arrêté royal n° 110 du 13 décembre 1982 imposant l'équilibre budgétaire aux provinces, aux communes et aux agglomérations et fédérations de communes.

Déposée par M. Ylief, n° 251/1 du 8 mars 1988.

Reprise par M. Eerdeken, le 7 juin 1988.

6. Proposition de loi modifiant le statut de la commune de Fourons.

Déposée par M. Happart, n° 267/1 du 9 mars 1988.

7. Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Boussu.

Déposée par M. Urbain, n° 274/1 du 11 mars 1988.

8. Proposition de loi relative à l'octroi du titre honorifique des fonctions de conseiller communal.

Déposée par M. Bertouille, n° 502/1 du 8 juillet 1988.

9. Proposition de résolution visant à mettre fin à l'imposition de charges nouvelles pour les villes et communes.

Déposée par M. Eerdeken, n° 552/1 du 25 août 1988.

Rapporteur : M. Timmermans.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les conseils provinciaux.

Déposée par M. Detremmerie, n° 655/1 du 13 décembre 1988.

Rapporteur : M. Félicien Bosmans.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi provinciale, de la loi communale, de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'aide sociale, de la loi électorale communale et du Code électoral.

Déposée par M. Bertouille, n° 729/1 du 10 mars 1989.

Rapporteur : M. Félicien Bosmans.

12. Proposition de loi accordant le titre de ville à la commune de Florenville.

Déposée par M. Joseph Michel, n° 1486/1 du 13 février 1991.

13. Proposition de loi relative à la personnalité juridique de certaines régies communales.

Déposée par MM. Dumez et Van Peel, n° 1785/1 du 9 octobre 1991.

Associations de communes

1. Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales et visant plus particulièrement à combattre certains abus.

Déposée par MM. Annemans et Dewinter, n° 568/1 du 21 septembre 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1478/1 du 8 février 1991.

3. Proposition de loi modifiant l'article 13 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1542/1 du 14 mars 1991.

Bourgmestre

Proposition de résolution demandant que l'exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat dans l'affaire Happart soit conforme à l'esprit et à la lettre.

Déposée par M. Gabriëls, n° 39/1 du 28 janvier 1988.

Conseil communal

Proposition de loi visant à revaloriser le conseil communal et la fonction de conseiller communal.

Déposée par M. Ansoms, n° 317/1 du 22 mars 1988.

Fusion de communes

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites.

Déposée par M. Joseph Michel, n° 423/1 du 27 mai 1988.

Amendements de MM. Marc Harmegnies et Joseph Michel, n° 423/2 du 22 mars 1989.

Rapporteur : M. Pivin.

2. Proposition de loi fusionnant les communes d'Anderlecht, d'Auderghem, de Berchem-Sainte-Agathe, de Bruxelles, d'Etterbeek, d'Evere, de Forest, de Ganshoren, d'Ixelles, de Jette, de Koekelberg, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, de Saint-Josse-ten-Noode, de Schaerbeek, d'Uccle, de Watermael-Boitsfort, de Woluwé-Saint-Lambert et de Woluwé-Saint-Pierre en une nouvelle commune de Bruxelles et réglant certaines modalités et certains effets de cette fusion.

Déposée par M. Vervaeke, n° 989/1 du 27 novembre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

3. Proposition de loi organisant la restructuration des territoires communaux dans l'agglomération de Bruxelles.

Déposée par M. Joseph Michel, n° 1105/1 du 26 février 1990.

Rapporteur : M. Timmermans.

4. Proposition de loi modifiant la restructuration de territoires communaux.

Déposée par M. Simons, n° 1152/1 du 17 avril 1990.

Gardes champêtres

1. Proposition de loi modifiant l'article 88, 15°, du Code rural.

Déposée par M. Coveliers, n° 51/1 du 29 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 65 du Code rural.

Déposée par M. Eerdeken, n° 184/1 du 2 mars 1988.

Langues

1. Proposition de loi supprimant les facilités dont jouissent les francophones des communes de la périphérie bruxelloise et de la frontière linguistique.

Déposée par M. Dewinter, n° 395/1 du 3 mai 1988.

2. Proposition de loi réglant l'emploi des langues dans les assemblées délibérantes des communes dotées d'un statut linguistique propre ou spécial.

Déposée par Mme Spaak et MM. Clerfayt et Lagasse, n° 415/1 du 18 mai 1988.

Loi communale

1. Proposition de loi modifiant les articles 89 et 107 de la loi communale.

Déposée par M. Desseyn, n° 29/1 du 27 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 84, § 2, 2°, de la loi communale.

Déposée par M. Ylieff, n° 166/1 du 1^{er} mars 1988.

Reprise par M. Eerdeken le 7 juin 1988.

3. Proposition de loi complétant la loi communale et organisant des conseils de district.

Déposée par M. Hancké, n° 484/1 du 5 juillet 1988.

4. Proposition de loi portant création de conseils de district.

Déposée par M. Van Peel, n° 639/1 du 5 décembre 1988.

5. Proposition de loi complétant la loi communale et organisant des conseils de district.

Déposée par M. Annemans, n° 698/1 du 21 février 1989.

6. Proposition de loi modifiant la loi communale.

Déposée par MM. Geysels et Daras, n° 815/1 du 29 mai 1989.

7. Proposition de loi relative à la protection des œuvres d'art.

Déposée par MM. Louis Michel et Bertouille, n° 883/1 du 29 juin 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 883/2 du 14 septembre 1989.

Amendement de M. Bertouille, n° 883/3 du 10 octobre 1989.

8. Proposition de loi modifiant l'article 245 de la nouvelle loi communale.

Déposée par MM. Bertouille et Louis Michel, n° 884/1 du 29 juin 1989.

9. Proposition de loi modifiant l'article 241, § 1^{er}, de la nouvelle loi communale.

Déposée par MM. Bertouille et Louis Michel, n° 885/1 du 29 juin 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 885/2 du 14 septembre 1989.

Amendement de M. Bertouille, n° 885/3 du 10 octobre 1989.

10. Proposition de loi modifiant les articles 15 et 17 et abrogeant l'article 18 de la nouvelle loi communale.

Déposée par Mme Brepoels et M. Gabriëls, n° 1061/1 du 17 janvier 1990.

11. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la nouvelle loi communale, coordonnée par l'arrêté royal du 24 juin 1988.

Déposée par M. Cortois, n° 1200/1 du 21 mai 1990.

12. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.

Déposée par M. Vanhorenbeek et Mme Brepoels, n° 1307/1 du 18 octobre 1990.

13. Proposition de loi modifiant la nouvelle loi communale.

Déposée par M. Janssens, n° 1487/1 du 14 février 1991.

Protection civile

1. Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Déposée par M. Galle, n° 95/1 du 16 février 1988.

Reprise par M. Peeters, le 3 octobre 1989.

Rapporteur : M. Timmermans.

2. Proposition de loi relative à la traduction des rapports des services de protection incendie et de protection civile.

Déposée par M. Happart, n° 256/1 du 9 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile.

Déposée par M. Peeters, n° 990/1 du 28 novembre 1989.

Protection (Sinistres)

Proposition de loi portant création d'un fonds d'intervention en matière de lutte contre les incendies.

Déposée par M. Denison, n° 165/1 du 1^{er} mars 1988.

Territoire

Proposition de loi modifiant les limites entre les communes de Grimbergen et de Vilvorde.

Déposée par M. Cortois, n° 1481/1 du 11 février 1991.

Rapporteur : M. Pivin.

Droit pénal

Contraventions

Proposition de loi attribuant la moitié des recettes provenant de procès-verbaux dressés pour contravention au règlement général sur la police de la circulation routière aux communes dans lesquelles ces procès-verbaux ont été dressés.

Déposée par M. Gabriëls, n° 38/1 du 28 janvier 1988.

Droit public

Conseil d'Etat

1. Proposition de loi modifiant l'alinéa 3 de l'article 87 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.
Déposée par M. Eerdeken, n° 277/1 du 11 mars 1988.
2. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.
Déposée par M. Joseph Michel, n° 551/1 du 25 août 1988.
3. Proposition de loi modifiant l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.
Déposée par M. Lebrun, n° 1057/1 du 12 janvier 1990.
4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.
Déposée par M. Desutter, n° 1146/1 du 4 avril 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1146/2 du 24 avril 1991.
5. Proposition de loi modifiant l'article 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.
Déposée par Mmes Merckx-Van Goey, MM. De Roo et Van Rompuy, n° 1174/1 du 3 mai 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1174/2 du 22 avril 1991.

Conseils nationaux et régionaux

Proposition de loi réinsérant un § 3 dans l'article 11 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par Mmes Merckx-Van Goey, Leysen, Kestelijn-Sierens et Nelis-Van Liedekerke, n° 1539/1 du 5 mars 1991.

Incompatibilités

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Déposée par M. Daras, n° 291/1 du 15 mars 1988.
Rapporteur : M. Henry.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres, ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Déposée par M. Anselme, n° 592/1 du 24 octobre 1988.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.
Déposée par MM. Beaufays et Philippe Charlier, n° 1566/1 du 2 avril 1991.
4. Proposition de loi instaurant l'incompatibilité entre l'exercice d'une fonction ministérielle et d'une fonction parlementaire.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1752/1 du 29 août 1991.

Problèmes communautaires

Proposition de résolution concernant la scission du Ministère de l'Intérieur.
Déposée par M. Annemans, n° 116/1 du 22 février 1988.

Enquêtes parlementaires

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'examiner la gestion financière du Fonds d'aide au redressement financier des communes et son incidence sur l'assainissement des finances des cinq grandes villes.
Déposée par M. Chevalier, n° 583/1 du 18 octobre 1988.
Reprise par M. Vandenbroucke le 26 octobre 1988.
2. Proposition visant à instituer une commission d'enquête sur la gestion financière des communes.
Déposée par M. Beysen, n° 671/1 du 9 janvier 1989.
3. Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les irrégularités éventuelles commises en matière de dépenses d'enseignement.
Déposée par M. Candries, n° 907/1 du 21 septembre 1989.

Enseignement

Proposition de loi fixant les conditions minimales d'équivalence entre les diplômes délivrés dans l'enseignement de promotion sociale et les diplômes délivrés dans l'enseignement de plein exercice.
Déposée par MM. Antoine et Philippe Charlier, n° 1772/1 du 4 octobre 1991.

Enseignement spécial

Proposition de loi relative au statut des éducateurs spécialisés (classe I).
Déposée par M. Philippe Charlier, n° 965/1 du 13 novembre 1989.
Amendement de M. Perdieu, n° 965/2 du 14 mars 1991.
Avis du Conseil d'Etat, n° 965/3 du 27 mai 1991.
Rapporteur : M. Jérôme.

Enseignement supérieur

Proposition de loi relative à la création du titre légal de licencié en sciences, groupe des sciences biologiques.
Déposée par M. Detremmerie, n° 1237/1 du 15 juin 1990.

Environnement

Proposition de loi étendant le droit d'ester en justice du collège des bourgmestre et échevins aux préjudices subis par leurs administrés en matière d'environnement et créant un fonds destiné à financer des programmes spécifiques d'études et de protection de l'environnement.
Déposée par M. Vancrombruggen, n° 1730/1 du 6 août 1991.

Fêtes légales

Pavoisement des édifices publics

Proposition de loi réglementant le pavoisement des édifices publics dans la région de Bruxelles-Capitale.
Déposée par MM. Van Elewuyck, Denys et Schiltz, n° 93/1 du 15 février 1988.
Rapporteur : M. Vanderheyden.

Impôts

Fiscalité provinciale et communale

Proposition de loi portant suppression des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur utilisés par les handicapés.
Déposée par Mmes Merckx-Van Goey et Leysen, n° 312/1 du 18 mars 1988.

Informatique

Proposition de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.
Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1229/1 du 13 juin 1990.
Rapporteur : Mme Brepoeels.

Lois

Coordination

Proposition de loi instituant la dérégulation.
Déposée par M. Beysen, n° 1155/1 du 18 avril 1990.

Lois électorales

1. Proposition de loi modifiant l'article 147bis du Code électoral.
Déposée par M. Perdieu, n° 427/1 du 27 mai 1988.
Rapporteur : M. Dufour.
2. Proposition de loi assouplissant les conditions auxquelles certaines listes doivent satisfaire pour obtenir un numéro d'ordre conformément au Code électoral.
Déposée par MM. Annemans et Dewinter, n° 512/1 du 15 juillet 1988.
3. Proposition de loi déterminant la composition et le chef-lieu des cantons des arrondissements électoraux de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de Bruxelles-Nivelles.
Déposée par M. Vervaeke, n° 936/1 du 17 octobre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 936/2 du 2 octobre 1991.
4. Proposition de loi réorganisant l'arrondissement électoral de Bruxelles en cantons unilingues flamands dans l'arrondissement administratif de Hal-Vilvorde et en cantons bilingues dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.
Déposée par M. Dielens, n° 1225/1 du 7 juin 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1225/2 du 17 mai 1991.
Rapporteur : M. Félicien Bosmans.

Code électoral

1. Proposition de loi modifiant le Code électoral, la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales et la loi du 15 mai 1949 organisant l'élection simultanée pour les Chambres législatives et les Conseils provinciaux.
Déposée par M. Flamant, n° 236/1 du 7 mars 1988.
Rapporteur : M. Vanhoutte.
2. Proposition de loi insérant un article 117bis dans le Code électoral.
Déposée par Mmes Merckx-Van Goey, Leysen, Kestelijn-Sierens et Nelis-Van Liedekerke, n° 1538/1 du 5 mars 1991.

Elections communales

1. Proposition de loi modifiant les articles 74, 74bis, 75, 76 et 77 de la loi électorale communale.
Déposée par M. Peeters, n° 807/1 du 25 mai 1989.
Rapporteur : M. Happort.
2. Proposition de résolution relative au droit de vote des ressortissants des Etats membres des Communautés européennes aux élections communales en Belgique.
Déposée par M. Clerfayt, n° 1119/1 du 13 mars 1990.
3. Proposition de loi modifiant la loi électorale communale.
Déposée par M. Vermeiren, n° 1177/1 du 4 mai 1990.

4. Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi électorale communale.
Déposée par M. Bertouille, n° 1294/1 du 4 octobre 1990.

Elections européennes

1. Proposition de loi modifiant l'article 147bis du Code électoral.
Déposée par M. Clerfayt, n° 777/1 du 28 avril 1989.
2. Proposition de loi modifiant le Code électoral en ce qui concerne l'élection du Parlement européen.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 945/1 du 24 octobre 1989.

Elections législatives

Proposition de loi complétant l'article 176 du Code électoral.
Déposée par M. Loones, n° 1657/1 du 14 juin 1991.

Propagande électorale

1. Proposition de loi modifiant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposée par MM. Louis Michel, Gol et Ducarme, n° 1300/1 du 15 octobre 1990.
2. Proposition de loi relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales communales.
Déposée par Louis Michel, n° 1788/1 du 9 octobre 1991.
3. Proposition de loi interprétative de l'article 4 de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
Déposée par M. Gol, n° 1793/1 du 10 octobre 1991.

Ombudsman

Proposition de loi tendant à restaurer la sécurité administrative du citoyen.
Déposée par M. Antoine, n° 370/1 du 13 avril 1988.

Partis politiques

Proposition de loi interdisant toute discrimination pour le motif qu'une personne a atteint l'âge de la retraite.
Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1308/1 du 18 octobre 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1308/2 du 22 mars 1991.

Protection civile

Proposition de loi réglant le fonctionnement de l'ASBL « Fonds National Rescue ».
Déposée par M. Detremmerie, n° 315/1 du 21 mars 1988.

Provinces

1. Proposition de loi adaptant l'administration de la province de Brabant à la réforme institutionnelle et modifiant le régime linguistique applicable à certains services de cette administration.
Déposée par M. Féaux, n° 337/1 du 28 mars 1988.
Reprise par M. Walry le 6 juillet 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 337/2 du 29 juin 1989.
Amendements de M. Lagasse, n° 337/3 du 10 janvier 1990.
Rapporteur : M. Dufour.
2. Proposition de loi créant une province de Brabant wallon.
Déposée par M. Antoine, n° 342/1 du 30 mars 1988.

3. Proposition de loi réorganisant le territoire belge en provinces.

Déposée par M. Vervaeet, n° 934/1 du 17 octobre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

4. Proposition de loi réorganisant les arrondissements électoraux de la province de Brabant.

Déposée par M. Vervaeet, n° 935/1 du 17 octobre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 935/2 du 31 mai 1991.
Amendements de M. Van Vaerenbergh, n° 935/3 du 4 juillet 1991.

5. Proposition de loi visant à renforcer la position du Brabant wallon au sein de la province de Brabant.
Déposée par M. Antoine, n° 1342/1 du 9 novembre 1990.

6. Proposition de loi relative à la division en provinces du Royaume de Belgique.
Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1479/1 du 8 février 1991.

Conseils provinciaux

Proposition de loi revalorisant le conseil provincial et la fonction de conseiller provincial.
Déposée par M. Ansoms, n° 356/1 du 12 avril 1988.

Loi provinciale

Proposition de loi modifiant la loi provinciale.
Déposée par M. Joseph Michel, n° 748/1 du 10 avril 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 748/2 du 19 juillet 1989.

Sport

Proposition de loi portant création d'un Fonds pour la sécurité des infrastructures sportives publiques.
Déposée par MM. Peeters et Willockx, n° 1739/1 du 27 août 1991.

Courses automobiles

Proposition de loi interdisant d'organiser des compétitions automobiles sur des circuits entièrement situés sur la voie publique.
Déposée par MM. Cuyvers et Van Dienderen, n° 1148/1 du 6 avril 1990.

Statistiques

1. Proposition de résolution relative à l'organisation des recensements généraux de la population.
Déposée par M. Beysen, n° 1575/1 du 18 avril 1991.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 3, deuxième alinéa, de la loi du 2 juin 1856 sur les registres de la population et les articles 9, 10 et 11 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.
Déposée par M. Beysen, n° 1578/1 du 18 avril 1991.

Transports

Navigation aérienne

Proposition de loi interdisant les exhibitions aériennes et les vols à basse altitude.
Déposée par M. Van Dienderen, n° 614/1 du 18 novembre 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 614/2 du 4 octobre 1989.

Travail

Congé politique

Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique au sein d'un conseil communal, provincial, communautaire ou régional ou au Parlement national.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 665/1 du 5 janvier 1989.
Amendement de M. Vanhorenbeek, n° 665/2 du 24 janvier 1989.

Syndicats

1. Proposition de loi relative à l'amélioration des procédures de gestion publique et des relations avec les organisations syndicales représentatives.
Déposée par MM. Moureaux et Coëme, n° 197/1 du 2 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.
Déposée par M. Breyne, n° 1619/1 du 21 mai 1991.

SOUS-COMMISSION DE LA COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES GENERALES, DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE CHARGÉE DE L'EXAMEN DES PROPOSITIONS DE LOI CONCERNANT LA PUBLICITE DE L'ADMINISTRATION

Administrations publiques

1. Proposition de loi relative à la publicité de l'administration.
Déposée par MM. De vlieghe et Daras, n° 118/1 du 22 février 1988.

2. Proposition de loi portant des mesures visant à accorder un droit général à l'information aux citoyens et à instaurer une publicité de principe au niveau de l'administration centrale et des services ou organismes nationaux, qui relèvent de l'autorité ou de la tutelle d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat.
Déposée par M. Ansoms, n° 285/1 du 14 mars 1988.

3. Proposition de loi visant à améliorer les relations entre le citoyen et l'administration.
Déposée par M. Timmermans, n° 486/1 du 6 juillet 1988.

4. Proposition de loi relative à l'accès à l'information détenue par les autorités publiques.
Déposée par M. Bertouille, n° 1264/1 du 13 juillet 1990.

5. Proposition de loi relative à la publicité de l'administration.
Déposée par M. Bossuyt, n° 1380/1 du 29 novembre 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1380/2 du 9 juillet 1991.
Rapporteurs : MM. Timmermans et Sarens.

Communes

Proposition de loi visant à renforcer le caractère démocratique de la gestion communale.
Déposée par M. Ansoms, n° 268/1 du 9 mars 1988.

Provinces

Proposition de loi renforçant le caractère démocratique de la gestion provinciale.
Déposée par M. Ansoms, n° 334/1 du 25 mars 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 334/2 du 30 janvier 1989.

10. COMMISSION DE LA JUSTICE

Animaux

Proposition de loi interdisant la détention, l'élevage, la présence, le commerce et le transport de pit-bull terriers.
Déposée par M. Laridon, n° 426/1 du 27 mai 1988.

Armée

1. Proposition de loi modifiant l'article 74 du Code de procédure pénale militaire et insérant un article 96^{ter} dans le même Code.
Déposée par M. Grafé, n° 23/1 du 26 janvier 1988.
2. Proposition de loi réglant la pension des membres civils des conseils de guerre en campagne et autorisant les membres civils des conseils de guerre à porter le titre honorifique.
Déposée par M. Willockx, n° 1632/1 du 31 mai 1991.

Art de guérir

Proposition de loi relative au droit à la dignité thérapeutique du patient incurable.
Déposée par M. Klein, n° 65/1 du 2 février 1988.
Amendements de M. Klein, n° 65/2 du 20 mai 1988.

Arts, sciences, lettres

Cinéma

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de 16 ans.
Déposée par M. Gol, n° 943/1 du 23 octobre 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 943/2 du 27 mars 1990.
Amendement de M. Gol, n° 943/3 du 20 avril 1990.

Droits d'auteur

Proposition de loi qui apporte des modifications, quant aux sanctions pénales et civiles, à la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.
Déposée par Mme Spaak et M. Lagasse, n° 709/1 du 24 février 1989.

Budget

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.
Déposé par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteur : M. Beaufays.

Chasse

Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1969 portant mise à jour du texte français du Code rural et établissant le texte néerlandais de ce même Code.
Déposée par M. Taelman, n° 1413/1 du 9 janvier 1991.

Cultes

1. Proposition de loi relative à l'organisation des fabriques des églises et à la gestion de leurs biens et revenus.
Déposée par M. Moureaux et consorts, n° 202/1 du 3 mars 1988.
Reprise par M. Tasset le 20 juin 1988.
2. Proposition de loi modifiant l'article 19^{bis} de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.
Déposée par M. Eerdeken, n° 213/1 du 3 mars 1988.
3. Proposition de loi organisant les fabriques d'église.
Déposée par M. Joseph Michel, n° 503/1 du 8 juillet 1988.
4. Proposition de résolution relative à la reconnaissance d'un organe représentatif de la Communauté islamique de Belgique.
Déposée par MM. Beysen, Draps et Pivin, n° 1088/1 du 14 février 1990.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.
Déposée par M. Laridon, n° 1291/1 du 28 septembre 1990.

Droit civil

1. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les cessions et les mises en gage de créances, le Code civil, la loi du 25 octobre 1919 et l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967.
Déposé par le Gouvernement, n° 1492/1 du 15 février 1991.
Amendements de M. Lagasse, n° 1492/2 du 16 avril 1991.
Amendements de MM. Dumez et Bourgeois, n° 1492/3 du 6 juin 1991.
Amendements de M. Beaufays, n° 1492/4 du 12 juin 1991.
Amendements de Mme Onkelinx, n° 1492/5 du 17 juin 1991.
Rapporteur : M. Coveliers.
2. Proposition de loi complétant le code civil en vue d'assurer la protection de l'enfant à naître.
Déposée par M. Alfred Léonard, n° 155/1 du 26 février 1988.
3. Proposition de loi accordant la personnalité civile à l'enfant à naître.
Déposée par M. Annemans, n° 432/1 du 3 juin 1988.
4. Proposition de loi complétant le Code civil en vue de reconnaître la personnalité juridique à l'enfant à naître.
Déposée par MM. Alfred Léonard et Van Parys, n° 1033/1 du 19 décembre 1989.

Adoption

Proposition de loi modifiant l'article 370^{bis}, § 1^{er} du Code civil.
Déposée par M. Gol, n° 1598/1 du 30 avril 1991.

Baux à loyer

Proposition de loi garantissant la sécurité d'occupation du locataire.
Déposée par M. Derycke, n° 889/1 du 29 juin 1989.

Biens trouvés

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Déposée par M. Eerdeken, n° 1421/1 du 11 janvier 1991.

Capacité

1. Proposition de loi modifiant les articles 45 et 53 de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et insérant des articles 47bis, 48bis et 53bis dans la même loi.

Déposée par Mme Merckx-Van Goey et M. Bourgeois, n° 1176/1 du 4 mai 1990.

Avis du Conseil d'Etat n° 1176/2 du 16 juillet 1990.

2. Proposition de résolution relative à l'application généralisée et conséquente de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile.

Déposée par M. Peeters, n° 1732/1 du 8 août 1991.

Code civil

Proposition de loi modifiant l'article 193 du Code civil.

Déposée par M. Coveliers, n° 54/1 du 29 janvier 1988.

Divorce

1. Proposition de loi insérant un article 1280bis dans le Code judiciaire.

Déposée par M. Coveliers, n° 49/1 du 29 janvier 1988.

2. Proposition de loi insérant un article 1268bis et un article 1307bis dans le Code judiciaire.

Déposée par M. Coveliers, n° 52/1 du 29 janvier 1988.

3. Proposition de loi visant à permettre le divorce pour cause de séparation de fait d'un an.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 171/1 du 1^{er} mars 1988.

Reprise par MM. Derycke et Chevalier le 9 juin 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

4. Proposition de loi modifiant l'article 223 du Code civil. Déposée par M. Van den Bossche, n° 172/1 du 1^{er} mars 1988.

Reprise par MM. Derycke et Chevalier le 9 juin 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

5. Proposition de loi complétant l'article 223 du Code civil et les articles 1271 et 1280 du Code judiciaire.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 173/1 du 1^{er} mars 1988.

Reprise par MM. Derycke et Chevalier le 9 juin 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

6. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en matière de divorce pour cause déterminée.

Déposée par M. Eerdeken, n° 187/1 du 2 mars 1988.

7. Proposition de loi assouplissant les conditions et simplifiant la procédure du divorce par consentement mutuel.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 400/1 du 5 mai 1988.

Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

8. Proposition de loi tendant à humaniser les procédures du divorce.

Déposée par M. Laurent, n° 1271/1 du 27 juillet 1990.

Rapporteur : M. Dumez.

9. Proposition de loi relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale.

Déposée par M. Beaufays, n° 1273/1 du 30 juillet 1990.

Avis du Conseil d'Etat n° 1273/2 du 13 février 1991.

Rapporteur : M. Dumez.

10. Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1337/1 du 30 octobre 1990.

11. Proposition de loi abrogeant les articles 275 et 276 du Code civil.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1365/1 du 22 novembre 1990.

12. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en matière de divorce pour cause déterminée.

Déposée par M. Joseph Michel, n° 1550/1 du 19 mars 1991.

Divorce et séparation

1. Proposition de loi permettant au père et à la mère de conserver conjointement la garde de leurs enfants en cas de séparation de fait et en cas de divorce pour cause déterminée.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 392/1 du 3 mai 1988.

Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

Rapporteur : M. Dumez.

2. Proposition de loi modifiant la législation en matière de conflits conjugaux.

Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 644/1 du 8 décembre 1988.

Rapporteur : M. Dumez.

Etat civil

1. Proposition de loi modifiant l'article 55 du Code civil. Déposée par M. Féaux, n° 139/1 du 25 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 76, 9°, du Code civil et l'article 1^{er} de la loi du 26 décembre 1891 apportant des modifications à quelques dispositions relatives au mariage.

Déposée par M. Marchand, n° 1082/1 du 5 février 1990.

Mariage

1. Proposition de loi modifiant l'article 164 du Code civil. Déposée par Mme Onkelinx, n° 974/1 du 17 novembre 1989.

2. Proposition de résolution demandant que des mesures soient prises afin de lutter contre les mariages fictifs et autres abus du même ordre.

Déposée par M. Beysen, n° 1429/1 du 16 janvier 1991.

3. Proposition de loi visant à protéger l'institution du mariage contre son détournement en vue d'éluder les lois sur le séjour et la nationalité.

Déposée par MM. Draps et consorts, n° 1609/1 du 3 mai 1991.

Obligations

Proposition de loi modifiant l'article 1690 du Code civil relatif aux conditions d'opposabilité aux tiers de la cession de créance, ainsi que les articles 1295 et 2075 du même Code.

Déposée par M. Lagasse, n° 1277/1 du 16 août 1990.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1277/2 du 18 avril 1991.

Rapporteur : M. Coveliers.

Paternité et filiation

1. Proposition de loi modifiant l'article 111 de la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation.
Déposée par M. Simons, n° 626/1 du 25 novembre 1988.
Rapporteur : M. Hermans.
2. Proposition de loi établissant le cadre légal du droit de visite des grands-parents à l'égard de leurs petits-enfants.
Déposée par M. Berben, n° 848/1 du 13 juin 1989.
3. Proposition de loi insérant dans le Code civil le droit de visite des grands-parents à leurs petits-enfants.
Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1412/1 du 8 janvier 1991.

Prescription

Proposition de loi insérant dans le Code civil un article 2270bis relatif à la prescription des actions en responsabilité extra-contractuelle.
Déposée par M. Lagasse, n° 1605/1 du 3 mai 1991.

Preuves

Projet de loi modifiant les articles 1341 à 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil.
Déposé par le Gouvernement, n° 894/1 du 22 mai 1987.
Tombé à la suite de la dissolution des chambres, le 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Privilèges et hypothèques

1. Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.
Déposée par M. Baudson, n° 85/1 du 11 février 1988.
Rapporteur : M. Beaufays.
2. Proposition de loi établissant un privilège au profit de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit.
Déposée par Mmes Merckx-Van Goey, Leysen et M. De Roo, n° 311/1 du 18 mars 1988.
Rapporteur : M. Bourgeois.
3. Proposition de loi interprétative de l'article 19, 3°bis, de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.
Déposée par M. Van der Maelen, n° 1524/1 du 11 mars 1991.

Propriété

1. Proposition de loi organique du régime général applicable à la copropriété forcée.
Déposée par M. Mundeleer, n° 862/1 du 21 juin 1989.
Amendement de MM. Caudron et Van Vaerenbergh, n° 862/2 du 7 mars 1991.
2. Projet de loi modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives à la copropriété.
Déposé par le Gouvernement, n° 1756/1 du 10 septembre 1991.

Responsabilité civile

1. Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.
Déposée par M. Detremmerie, n° 275/1 du 11 mars 1988.

2. Proposition de loi instaurant une responsabilité objective liée aux risques dans le chef des usagers de la route motorisés en cas d'accident avec des piétons ou des cyclistes.

Déposée par M. Ansoms, n° 926/1 du 13 octobre 1989.

3. Proposition de loi instaurant une responsabilité objective liée aux véhicules à moteur.

Déposée par Mme De Meyer, n° 1658/1 du 14 juin 1991.

Successions

Proposition de loi modifiant certaines dispositions du droit successoral.

Déposée par Mme Merckx-Van Goey, n° 949/1 du 6 novembre 1989.

Vente

Projet de loi réglant l'opposabilité de la clause de réserve de propriété et du pacte commissaire exprès.

Déposé par le Gouvernement, n° 930/1 du 4 mai 1984.

Rapporteur : M. Van de Velde.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985.

Relevé de caducité par la loi du 14 février 1986.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Droit commercial

Projet de loi portant le texte néerlandais du Code de commerce à l'exclusion du Livre I^{er}, titres VIII et IX, de la loi du 5 mai 1936 sur l'affrètement fluvial, des lois coordonnées du 25 septembre 1946 sur le concordat judiciaire, de la loi du 2 avril 1965 relative à la nationalité des navires de mer et l'immatriculation des navires de mer et des bateaux d'intérieur, de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Déposé par le Gouvernement, n° 1720/1 du 22 juillet 1991.

Droit pénal

1. Proposition de loi complétant l'article 490bis du Code pénal.

Déposée par M. Derycke, n° 208/1 du 3 mars 1988.

Rapporteur : M. Beaufays.

2. Proposition de loi réprimant les discriminations fondées sur le sexe, le comportement et les tendances sexuelles et relationnelles, l'état civil et la situation familiale.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 339/1 du 29 mars 1988.

Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 23 octobre 1990.

Amendement de M. Van Durme, n° 339/2 du 21 février 1989.

3. Proposition de loi sur les circonstances aggravantes.

Déposée par M. Knoops, n° 520/1 du 18 juillet 1988.

4. Proposition de loi relative à l'ordonnance pénale.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 1530/1 du 11 mars 1991.

Amendes pénales

Proposition de loi relative à la perception immédiate d'une amende en cas de constatation de délits mineurs en matière d'environnement.

Déposée par MM. Dumez et Desutter, n° 1442/1 du 23 janvier 1991.

Bonnes mœurs

1. Proposition de loi supprimant le terme « débauche » du Code pénal.
Déposée par MM. Simons et Van Durme, n° 126/1 du 24 février 1988.
2. Proposition de loi explicitant l'article 383 du chapitre VII du Code pénal, relatif aux outrages publics aux bonnes mœurs.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 144/1 du 25 février 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 144/2 du 23 mars 1990.
Rapporteur : Mme Onkelinx.
3. Proposition de loi tendant à faciliter les poursuites en matière de viol.
Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 922/1 du 12 octobre 1989.
4. Proposition de loi modifiant le délai de prescription lorsque la victime d'un viol est mineure.
Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 923/1 du 12 octobre 1989.

Condamnation et libération conditionnelles

1. Proposition de loi rétablissant la compétence judiciaire en matière de condamnation pénale par l'abrogation de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal.
Déposée par M. Annemans, n° 238/1 du 7 mars 1988.
2. Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.
Déposée par M. Lagasse, n° 1673/1 du 25 juin 1991.

Cour d'assises

- Proposition de loi relative à l'interrogation des témoins par l'accusé en cour d'assises.
Déposée par Mme Merckx-Van Goey, n° 507/1 du 13 juillet 1988.

Enfance

- Proposition de loi modifiant l'article 458 du Code pénal en vue de protéger les enfants maltraités.
Déposée par M. Grafé, n° 24/1 du 26 janvier 1988.

Incivisme

- Proposition de loi accordant l'amnistie pour certaines infractions commises contre la sûreté extérieure de l'Etat.
Déposée par M. Coveliers, n° 68/1 du 3 février 1988.

Interruption de grossesse

1. Proposition de loi sur l'interruption de grossesse.
Déposée par Mme Detiege et M. Moureaux, n° 286/1 du 15 mars 1988.
2. Proposition de loi relative à l'application des articles 350, 351, 352, 353 et 383 du Code pénal.
Déposée par Mme Spaak, n° 677/1 du 18 janvier 1989.
3. Proposition de loi repénalisant l'avortement.
Déposée par M. Annemans, n° 1253/1 du 4 juillet 1990.

Milices privées

- Proposition de loi relative aux entreprises de gardiennage et de sécurité.
Déposée par M. Cortois, n° 872/1 du 22 juin 1989.

Peines

1. Proposition de loi abolissant la peine de mort.
Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 222/1 du 4 mars 1988.
Amendements de M. Simons et Mme Vogels, n° 222/2 du 24 janvier 1989.
2. Proposition de loi instaurant la prestation de services en remplacement de la peine privative de liberté.
Déposée par M. Vervae, n° 938/1 du 17 octobre 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.
3. Proposition de loi concernant les travaux d'utilité collective.
Déposée par MM. Beysen et De Croo, n° 1726/1 du 2 août 1991.
4. Projet de loi portant abolition de la peine de mort.
Déposé par le Gouvernement, n° 1765/1 du 25 septembre 1991.

Protection de la vie privée

1. Projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements automatisés de données à caractère personnel.
Déposé par le Gouvernement, n° 1330/1 du 17 juillet 1985.
Rapporteur : Mme Merckx-Van Goey.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985.
Relevé de caducité par la loi du 14 février 1986.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.
2. Proposition de loi relative à la protection de données personnelles concernant les personnes physiques dans les fichiers informatiques ou banque de données et à la création d'une commission nationale de l'informatique et des libertés.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1029/1 du 13 décembre 1989.
Rapporteur : Mme Merckx-Van Goey.
3. Projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
Déposé par le Gouvernement, n° 1610/1 du 6 mai 1991.
Amendement de M. Bertouille, n° 1610/2 du 16 juillet 1991.
Amendements de MM. Hermans, Coveliers et Mme Merckx-Van Goey, n° 1610/3 du 2 octobre 1991.
Amendements de Mme Merckx-Van Goey et M. Bourgeois, n° 1610/4 du 12 octobre 1991.
Rapporteur : Mme Merckx-Van Goey.

Protection des animaux

- Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. Laridon, n° 1278/1 du 3 septembre 1990.

Stupéfiants

1. Proposition de loi assouplissant les règles relatives aux poursuites et aux recherches dans le cadre de la politique en matière de drogue.
Déposée par M. Annemans, n° 113/1 du 19 février 1988.
2. Proposition de loi renforçant les peines prévues par la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques.
Déposée par M. Annemans, n° 143/1 du 25 février 1988.

Vagabondage

1. Proposition de loi dépénalisant le vagabondage.
Déposée par MM. Derycke et Chevalier, n° 459/1 du 20 juin 1988.
2. Proposition de loi abrogeant la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1028/1 du 13 décembre 1989.
3. Proposition de loi abrogeant la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité.
Déposée par MM. Cuyvers et Simons, n° 1060/1 du 17 janvier 1990.

Enquêtes parlementaires

1. Proposition instituant une commission d'enquête sur le fonctionnement des services de l'Etat chargés de la sécurité publique et sur les lacunes évidentes constatées dans des enquêtes sur des affaires criminelles.
Déposée par M. Winkel, n° 90/1 du 15 février 1988.
2. Proposition de loi réglant l'enquête parlementaire.
Déposée par M. Van Elewycck, n° 92/1 du 15 février 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 92/2 du 10 mai 1988.
3. Proposition de loi complétant la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires.
Déposée par Mme Onkelinx et M. Di Rupo, n° 675/1 du 16 janvier 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 675/2 du 28 décembre 1989.
Rapporteur : M. Bourgeois.
4. Proposition visant à instituer une commission d'enquête parlementaire chargée de rechercher les causes des émeutes de mai 1991 dans la région bruxelloise.
Déposée par M. Coveliers, n° 1633/1 du 3 juin 1991.

Environnement

1. Proposition de loi complétant la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.
Déposée par MM. Cuyvers et Daras, n° 307/1 du 18 mars 1988.
2. Proposition de loi complétant la loi du 7 août 1931 sur la conservation des monuments et des sites.
Déposée par MM. Cuyvers et Winkel, n° 308/1 du 18 mars 1988.
3. Proposition de loi complétant la loi du 12 août 1911 pour la conservation de la beauté des paysages.
Déposée par MM. Cuyvers et Daras, n° 309/1 du 18 mars 1988.
4. Proposition de loi sur la protection collective de l'environnement.
Déposée par M. Vanvelthoven et consorts, n° 351/1 du 5 avril 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 351/2 du 31 mai 1989.
5. Proposition de loi créant des tribunaux d'environnement.
Déposée par M. Gabriëls, n° 1163/1 du 25 avril 1990.
6. Proposition de loi relative à la perception immédiate et à la consignation d'une somme en cas de constatation de certains délits et contraventions en rapport avec des matières visées à l'article 6, § 1^{er}, II, 2^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988.
Déposée par Mme Kestelyn-Sierens, n° 1208/1 du 30 mai 1990.

Etrangers

1. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 juillet 1986 relatif à la communication par les communes, à l'Office des étrangers, de certaines informations concernant les étrangers.
Déposée par M. Dhoore, n° 86/1 du 11 février 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 86/2 du 30 mars 1988.
2. Proposition de loi modifiant l'article 12, dernier alinéa de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par M. Simons, Mmes Vogels et Onkelinx, n° 294/1 du 15 mars 1988.
3. Proposition de résolution concernant la création d'un secrétariat d'Etat aux immigrés.
Déposée par M. Dewinter, n° 323/1 du 23 mars 1988.
4. Proposition de résolution demandant la mise en place immédiate de la commission permanente de recours des réfugiés.
Déposée par Mme Merckx-Van Goeij, n° 537/1 du 29 juillet 1988.
5. Proposition de loi répartissant la charge que représente l'accueil des réfugiés.
Déposée par M. Foret, n° 986/1 du 24 novembre 1989.
6. Proposition de résolution relative au renvoi et à l'expulsion d'étrangers séjournant illégalement dans le pays.
Déposée par MM. Beysen, Gol, Pivin et De Decker, n° 1095/1 du 16 février 1990.
7. Proposition de loi introduisant un chapitre VIbis dans le Titre I^{er} de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
Déposée par MM. Gol et Verhofstadt, n° 1099/1 du 16 février 1990.
8. Proposition de résolution relative à l'encouragement au retour volontaire d'étrangers dans leur pays d'origine.
Déposée par MM. Gol, Beysen et De Decker, n° 1102/1 du 21 février 1990.
9. Proposition de loi réglementant le retour des personnes de nationalité étrangère.
Déposée par MM. Beysen et Gol, n° 1173/1 du 3 mai 1990.
10. Proposition de résolution demandant qu'une politique en matière d'immigration soit mise en œuvre d'urgence.
Déposée par MM. Verhofstadt et Beysen, n° 1180/1 du 8 mai 1990.
11. Proposition de résolution demandant l'application stricte de mesures visant à arrêter l'immigration.
Déposée par M. Beysen, n° 1199/1 du 17 mai 1990.
12. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, modifiée par la loi du 28 juin 1984 et par la loi du 15 juillet 1987, ainsi que l'arrêté-loi du 12 octobre 1918.
Déposée par M. Beysen, n° 1441/1 du 23 janvier 1991.
13. Proposition de loi sur la création d'une mesure de sûreté consistant en l'éloignement de certains étrangers condamnés.
Déposée par M. Gol, n° 1443/1 du 23 janvier 1991.

14. Proposition de loi tendant à modifier les chapitres VI, VII et VIII de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par M. Simons, Mme Vogels et M. Daras, n° 1573/1 du 18 avril 1991.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la condition des étrangers et instituant le Code de la Nationalité belge.

Déposée par M. Draps et consorts, n° 1596/1 du 29 avril 1991.

16. Proposition de loi organisant le retour immédiat des étrangers en séjour irrégulier vers leur pays d'origine.

Déposée par M. Annemans, n° 1744/1 du 29 août 1991.

17. Projet de loi modifiant le Code de la Nationalité belge et les lois relatives à la naturalisation.

Déposé par le Gouvernement, n° 1768/1 du 1^{er} octobre 1991.

18. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les réfugiés, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Déposée par MM. Verhofstadt et Beysen, n° 1771/1 du 4 octobre 1991.

19. Proposition de loi portant diverses mesures en matière d'immigration.

Déposée par MM. Gol, Draps, De Decker, Pivin et Foret, n° 1776/1 du 4 octobre 1991.

Finances

1. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Déposée par M. Denison, n° 194/1 du 2 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant et complétant les articles 30, 33, 34 et 37 de la loi du 1^{er} août 1985, portant des mesures fiscales et autres — Chapitre III, Section II : aide de l'Etat aux victimes d'actes de violence.

Déposée par M. Happart, n° 257/1 du 9 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'article 42 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Déposée par M. Marchand, n° 820/1 du 1^{er} juin 1989.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres.

Déposée par MM. Gol et Louis Michel, n° 1053/1 du 12 janvier 1990.

Guerre

Projet de loi concernant les contrats différés.

Déposé par le Gouvernement, n° 485/1 du 2 juin 1986.

Rapporteur : M. Verhaegen.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Instruction criminelle

1. Proposition de loi insérant un article 602bis dans le Code d'instruction criminelle.

Déposée par M. Coveliers, n° 48/1 du 29 janvier 1988.

2. Proposition de loi tendant à uniformiser les délais d'opposition et d'appel tant en matière civile que répressive et introduisant la signification des jugements contradictoirement rendus en cette dernière matière.

Déposée par M. Eerdeken, n° 266/1 du 9 mars 1988.

3. Proposition de loi relative aux casiers judiciaires et remplaçant le chapitre premier du titre VII du livre II du Code d'instruction criminelle.

Déposée par M. Grafé, n° 410/1 du 13 mai 1988.

4. Proposition de loi modifiant les articles 153 et 190 du Code d'instruction criminelle.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 1549/1 du 19 mars 1991.

5. Proposition de loi modifiant l'article 4 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.

Déposée par M. Lagasse, n° 1607/1 du 3 mai 1991.

Jeux et paris

Proposition de loi réprimant la pratique immodérée des billards électriques « bingo » et « one ball ».

Déposée par M. Peeters, n° 1034/1 du 19 décembre 1989.

Lois

Proposition de loi modifiant la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois.

Déposée par M. Beysen, n° 1154/1 du 18 avril 1990.

Notariat

Proposition de loi modifiant l'article 36 de la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803) contenant organisation du notariat.

Déposée par M. Berben, n° 1260/1 du 10 juillet 1990.

Organisation judiciaire

1. Projet de loi modifiant l'annexe du Code judiciaire.

Déposé par le Gouvernement, n° 484/1 du 2 juin 1986.

Amendements de M. Gehlen, n° 484/2 du 16 juillet 1986.

Amendements de M. Ghesquière, n° 484/3 du 29 juillet 1986.

Amendements de M. Van Renterghem, n° 484/4 du 23 septembre 1986.

Amendements de M. Chevalier, n° 484/5 du 13 octobre 1986.

Amendement de M. Galle et consorts, n° 484/6 du 21 octobre 1986.

Amendements de MM. Delhaye, D'Hondt et Bourgeois, n° 484/7 du 29 octobre 1986.

Amendement de M. Bourgeois, n° 484/8 du 4 novembre 1986.

Amendements de M. Belmans, n° 484/9 du 12 novembre 1986.

Amendement de M. Ghesquière, n° 484/10 du 13 novembre 1986.

Amendements de MM. Suykerbuyk et Lenaerts, n° 484/11 du 20 janvier 1987.

Amendements de MM. De Batselier et Willockx, n° 484/12 du 2 avril 1987.

Farde, n° 737/1 du 16 mars 1989.

Amendement de M. Bourgeois, n° 737/2 du 16 mars 1989.

Amendements de MM. Breyne et Mahieu, n° 737/3 du 20 mars 1989.

Amendements de M. Bourgeois, n° 737/4 du 21 mars 1989.

Amendement de M. Antoine, n° 737/5 du 22 mars 1989.

Amendement de M. Marchand, n° 737/6 du 18 avril 1989.

Amendements de MM. Walry et Bourgeois, n° 737/7 du 2 mai 1989.

Rapporteur : M. Bourgeois.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

2. Proposition de loi adaptant le nombre des conseillers à la Cour de cassation et le nombre des avocats généraux auprès de cette Cour et instaurant un équilibre entre, d'une part, le nombre des membres francophones et néerlandophones de la Cour de cassation et, d'autre part, le nombre d'affaires traitées respectivement en français et en néerlandais.

Déposée par M. Van Parys, n° 269/1 du 9 mars 1988.

3. Proposition de loi concernant la juridiction des tribunaux répressifs.

Déposée par M. Defraigne, n° 441/1 du 9 juin 1988.

Reprise par M. Foret le 14 novembre 1989.

4. Proposition de loi modifiant l'article 62 du Code judiciaire.

Déposée par M. Lebrun, n° 683/1 du 26 janvier 1989.

5. Proposition de loi modifiant les articles 441 du Code d'instruction criminelle et 1088 du Code judiciaire.

Déposée par M. Draps, n° 687/1 du 3 février 1989.

6. Proposition de loi modifiant l'annexe du Code judiciaire.

Déposée par MM. Louis Michel et Kubla, n° 1054/1 du 12 janvier 1990.

7. Projet de loi créant des conseillers consulaires.

Déposé par le Gouvernement, n° 1246/1 du 25 juin 1990.
Amendements du Gouvernement, n° 1246/2 du 4 juillet 1990.

Rapporteur : Mme Merckx-Van Goey.

8. Proposition de loi relative à la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1592/1 du 26 avril 1991.

Assistance juridique

1. Proposition de loi relative à l'aide légale.

Déposée par Mme Onkelinx et M. Mayeur, n° 1588/1 du 25 avril 1991.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'assistance aux personnes dont les revenus sont insuffisants.

Déposée par Mme Corbisiér-Hagon et M. Beaufays, n° 1599/1 du 30 avril 1991.

Code judiciaire

Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en matière d'introduction, d'instruction et jugement des demandes et d'introduction des causes en degré d'appel.

Déposée par M. Antoine, n° 773/1 du 27 avril 1989.

Cour d'Assises

Proposition de loi modifiant l'article 149 du Code judiciaire.

Déposée par M. Chevalier, n° 376/1 du 20 avril 1988.

Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.

Greffiers

1. Proposition de loi instituant la Commission nationale des greffiers.

Déposée par MM. Derycke et Van Parys, n° 664/1 du 5 janvier 1989.

2. Proposition de loi modifiant l'article 369 du Code judiciaire en vue d'accorder aux greffiers une indemnité pour l'acquisition obligatoire du costume.

Déposée par M. Vervaeke, n° 730/1 du 14 mars 1989.

Reprise par M. Van Vaerenbergh, le 2 mai 1990.

3. Proposition de loi modifiant dans le tableau figurant à l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance, la colonne intitulée « Greffier chef de service ».

Déposée par M. Joseph Michel, n° 768/1 du 21 avril 1989.

Justice de paix

Proposition de loi modifiant les articles 569, 573, 590, 617 et 1338 du Code judiciaire en vue de relever la compétence *ratione summae* du juge de paix ainsi que le montant des demandes sur lesquelles il statue en dernier ressort.

Déposée par M. Bourgeois, n° 1419/1 du 11 janvier 1991.

Langues

1. Proposition de loi complétant l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposée par M. Coveliers, n° 55/1 du 29 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposée par M. Dufour, n° 578/1 du 3 octobre 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposée par M. Mahieu, n° 818/1 du 30 mai 1989.

4. Proposition de loi modifiant l'article 7 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Déposée par M. Lagasse et consorts, n° 1303/1 du 17 octobre 1990.

Magistrats

Proposition de loi modifiant l'article 305 du Code judiciaire.

Déposée par M. Mottard, n° 1634/1 du 3 juin 1991.

Personnel

1. Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 1^{er} février 1947 attribuant la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi à certains agents-inspecteurs principaux et à certains sous-officiers du corps de Gendarmerie.

Déposée par le Gouvernement, n° 486/1 du 22 février 1980.

Amendement de M. Bertouille, n° 486/2 du 16 avril 1981.

Rapporteur : M. Van Rompaey.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 5 octobre 1981.

Relevé de caducité par la loi du 5 février 1982.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 3 septembre 1985.

Relevé de caducité par la loi du 14 février 1986.

Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 366 du Code judiciaire.

Déposée par M. Baudson, n° 437/1 du 8 juin 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne le tribunal du travail de Mons.

Déposée par M. Bertouille, n° 1446/1 du 24 janvier 1991.

Tribunaux

Proposition de loi modifiant l'article 91 du Code judiciaire.

Déposée par M. Coveliers, n° 47/1 du 29 janvier 1988.

Tribunaux de police

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1970 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de police.

Déposée par M. Derycke, n° 211/1 du 3 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 18 juillet 1991 modifiant l'organisation du ministère public auprès des tribunaux de police.

Déposée par M. Daras, n° 1787/1 du 9 octobre 1991.

Tribunaux de première instance

Proposition de loi modifiant l'article 195 du Code judiciaire.

Déposée par M. Coveliers, n° 53/1 du 29 janvier 1988.

Tribunaux du travail

Proposition de loi attribuant compétence pénale aux juridictions du travail en matière d'infractions aux lois réglant le droit du travail et le droit de la sécurité sociale.

Déposée par M. Baudson, n° 64/1 du 2 février 1988.

Pêche

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Déposée par M. Dufour, n° 411/1 du 13 mai 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 411/2 du 20 mars 1989.

Rapporteur : M. Beaufays.

Pensions

Proposition de loi modifiant le tableau annexé à l'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Déposée par M. Vervaeke, n° 589/1 du 20 octobre 1988.

Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

Presse

Proposition de loi relative à la protection des sources d'information du journaliste.

Déposée par M. Coëme, n° 336/1 du 28 mars 1988.

Procédure civile

1. Proposition de loi modifiant l'article 764 du Code judiciaire.

Déposée par M. Eerdeken, n° 186/1 du 2 mars 1988.

2. Proposition de loi reconnaissant aux organisations de consommateurs et aux associations de défense de l'environnement le droit d'agir en justice pour la protection de leurs intérêts collectifs.

Déposée par M. Coëme, n° 242/1 du 7 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'article 1017 du Code judiciaire.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 932/1 du 16 octobre 1989.

4. Proposition de loi visant à insérer un article 1025bis dans le Code judiciaire.

Déposée par M. Simons et consorts, n° 1066/1 du 24 janvier 1990.

5. Proposition de loi complétant l'article 627 du Code judiciaire.

Déposée par Mme Corbisier-Hagon, n° 1590/1 du 26 avril 1991.

6. Proposition de loi insérant un article 748bis dans le Code judiciaire.

Déposée par M. Van Vaerenbergh, n° 1591/1 du 26 avril 1991.

Saisies

1. Proposition de loi modifiant l'article 1623 du Code judiciaire.

Déposée par M. Dumez, n° 1134/1 du 29 mars 1990.

2. Proposition de loi relative au sursis civil de paiement et à la remise judiciaire de dettes.

Déposée par MM. Van der Maelen et Dielens, n° 1617/1 du 15 mai 1991.

3. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'introduire une procédure de règlement amiable en cas de saisie-exécution.

Déposée par Mme Corbisier-Hagon, n° 1620/1 du 21 mai 1991.

Protection de la jeunesse

1. Proposition de loi réglementant la vente et la location de films cinématographiques ou de films enregistrés sur support magnétique.

Déposée par M. De Roo et Mme Merckx-Van Goey, n° 73/1 du 3 février 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 73/2 du 28 juillet 1989.

Avis du Conseil d'Etat, n° 73/3 du 23 mars 1990.

Rapporteur : M^{lle} Onkelinx.

2. Proposition de loi abrogeant l'article 53 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Déposée par Mme Vogels et consorts, n° 385/1 du 22 avril 1988.

3. Proposition de loi modifiant les articles 467 et 471 du Code pénal.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 496/1 du 7 juillet 1988.

11. COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU REGLEMENT DES CONFLITS

Affaires étrangères

Proposition de loi spéciale déterminant les modalités de conclusion de traités par une Communauté.

Déposée par M. Lagasse, n° 1120/1 du 15 mars 1990.

Rapporteur : M. Antoine.

Europe

Proposition de loi relative à la mise en œuvre des actes normatifs des Communautés européennes dans l'ordre juridique interne.

Déposée par M. Van der Maelen, n° 1149/1 du 6 avril 1990.

Avis du Conseil d'Etat, n° 1149/2 du 23 avril 1990.

Amendements de M. Van der Maelen n° 1149/3 du 24 avril 1990.

Rapporteur : M. Simons.

Agriculture

Proposition de loi relative à la régionalisation de l'agriculture.

Déposée par M. Ducarme, n° 896/1 du 7 juillet 1989.

Droit pénal

Proposition de loi modifiant l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Déposée par M. Lagasse, n° 1351/1 du 14 novembre 1990.

Amendement de M. Simons, n° 1351/2 du 7 mai 1991.

Rapporteur : M. Simons.

Droit public

Conseils nationaux et régionaux

1. Proposition de loi spéciale relative à la région bruxelloise.
Déposée par M. Moureaux, n° 212/1 du 3 mars 1988.

2. Proposition de loi portant exécution de l'article 59bis, § 2, 2°, de la Constitution.

Déposée par M. Ylief, n° 247/1 du 8 mars 1988.

Reprise par M. Eerdeken le 7 juin 1988.

3. Proposition de loi spéciale modifiant la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Déposée par M. Simons, n° 857/1 du 21 juin 1989.

4. Proposition de loi instituant une commission des 28 chargée d'examiner les problèmes inhérents à la préparation de l'exécution de la troisième phase de la réforme de l'Etat.

Déposée par M. Verhofstadt, n° 940/1 du 19 octobre 1989.

5. Proposition de loi spéciale modifiant l'article 39, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 de financement des Communautés et des Régions.

Déposée par M. Ducarme, n° 1420/1 du 11 janvier 1991.

6. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles quant à la dénomination de la Communauté française.

Déposée par MM. De Decker, Louis Michel et Ducarme, n° 1499/1 du 25 février 1991.

7. Proposition de loi spéciale fixant démocratiquement les limites territoriales des Régions et des Communautés.

Déposée par M. Clerfayt, Mme Spaak et M. Lagasse, n° 1622/1 du 22 mai 1991.

8. Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Déposé par le Gouvernement, n° 1767/1 du 1^{er} octobre 1991.

Constitution

1. Proposition de révision du Titre I^{er} de la Constitution par l'insertion d'un article 3quater.

Déposée par MM. Van der Maelen et Vandenbroucke, n° 10/3q-1553/1 du 21 mars 1991.

Rapporteurs : MM. Breyne et Denys.

2. Proposition de révision du Titre II de la Constitution.
Déposée par M. Lagasse et consorts, n° 10/6B-1100/1 du 20 février 1990.

3. Proposition de révision de l'article 7, premier alinéa, de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/7-1512/1 du 4 mars 1991.

4. Proposition de révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 7quinquies.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/79-1501/1 du 27 février 1991.

5. Proposition de révision de l'article 18 de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/18-1504/1 du 27 février 1991.

6. Proposition de révision de l'article 22 de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/22-1503/1 du 27 février 1991.

7. Proposition de révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24bis relatif aux droits économiques et sociaux.

Déposée par Mme Vogels et M. Simons, n° 10/24b-780/1 du 2 mai 1989.

Rapporteur : M. Breyne.

8. Proposition de révision du Titre II de la Constitution par l'insertion d'un article 24ter relatif à la publicité et à la motivation des actes de l'administration, et au médiateur.

Déposée par M. Daras, Mme Vogels, MM. Simons et De Vlieghe, n° 10/24t-477/1 du 27 juin 1988.

9. Proposition de révision du Titre III de la Constitution par l'insertion d'un article 26ter.

Déposée par M. Louis Michel, n° 10/26t-1746/1 du 29 août 1991.

10. Proposition de révision de l'article 36 de la Constitution.

Déposée par M. Louis Michel, n° 10/36-1748/1 du 29 août 1991.

11. Proposition de révision de l'article 50, premier alinéa, 3°, de la Constitution.

Déposée par M. Peeters, n° 10/50-1535/1 du 14 mars 1991.

12. Proposition de révision de l'article 52 de la Constitution.

Déposée par M. Louis Michel, n° 10/52-1749/1 du 29 août 1991.

13. Proposition de révision de l'article 57 de la Constitution.

Déposée par M. Louis Michel, n° 10/57-1747/1 du 29 août 1991.

14. Proposition de révision de l'article 59bis de la Constitution.

Déposée par MM. Van der Maelen et Vandenbroucke, n° 10/59b-1554/1 du 21 mars 1991.

Rapporteurs : MM. Breyne et Denys.

15. Proposition de révision de l'article 96, deuxième alinéa, de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/96-1513/1 du 4 mars 1991.

16. Proposition de révision de l'article 98 de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/98-1511/1 du 4 mars 1991.

17. Proposition de révision de l'article 115 de la Constitution en vue d'y insérer un second alinéa disposant la non-rétroactivité des lois fiscales.

Déposée par M. Draps et consorts, n° 10/115-1603/1 du 30 avril 1991.

18. Proposition de révision du Titre IV de la Constitution en vue d'y insérer un article 115bis relatif à la détermination d'un maximum absolu de la pression fiscale et parafiscale.

Déposée par M. van Weddingen et consorts, n° 10/115b-1489/1 du 15 février 1991.

19. Proposition de révision de l'article 117 de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/117-1502/1 du 27 février 1991.

20. Proposition de révision de l'article 117 de la Constitution.

Déposée par M. Laridon, n° 10/117-1589/1 du 25 avril 1991.
Amendement de M. Laridon, n° 10/117-1589/2 du 6 juin 1991.

21. Proposition de révision de l'article 129 de la Constitution.

Déposée par Mme Brepoels et M. Coveliers, n° 10/129-1500/1 du 27 février 1991.

22. Proposition de révision du Titre VIII de la Constitution.
Déposée par M. Lagasse, n° 10/132-1635/1 du 3 juin 1991.
Rapporteur : M. Van der Maelen.

23. Proposition de révision de l'article 137 de la Constitution.

Déposée par M. Gol et consorts, n° 10/137-642/1 du 8 décembre 1988.

Consultation populaire

1. Proposition de loi instituant une consultation populaire relative à l'attribution de compétences constitutionnelles au Parlement européen.

Déposée par Mme Corbisier-Hagon et M. Simons, n° 757/1 du 19 avril 1989.

Rapporteur : M. Klein.

2. Proposition de loi instituant la consultation populaire.
Déposée par M. Louis Michel, n° 1754/1 du 5 septembre 1991.

Serment

Proposition de loi relative au serment.

Déposée par Mme Brepoels, n° 771/1 du 25 avril 1989.
Avis du Conseil d'Etat n° 771/2 du 17 octobre 1989.

Enquêtes parlementaires

Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée de recueillir tous les éléments d'information, de documentation et de comparaison nécessaires au législateur pour élaborer un système simple, clair et équilibré de financement des Communautés et des Régions.

Déposée par M. Gol et consorts, n° 653/1 du 12 décembre 1988.

Informatique

Proposition de loi tendant à abroger l'article 34 de la loi du 20 décembre 1974 relative aux propositions budgétaires 1974-1975.

Déposée par M. Bertouille, n° 1773/1 du 4 octobre 1991.

Provinces

Proposition de loi spéciale soustrayant les dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale à la division en provinces et leur conférant un statut propre en matière de compétences provinciales.

Déposée par MM. Van Vaerenbergh et Vanhorenbeek, n° 1540/1 du 14 mars 1991.

12. COMMISSION SPECIALE DU REGLEMENT ET DE LA REFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Chambres législatives

Règlement

1. Proposition de modification de l'article 86 du Règlement de la Chambre des Représentants.

Déposée par M. Cortois, n° 933/1 du 16 octobre 1989.

2. Proposition de modification de l'article 18 du Règlement de la Chambre.

Déposée par Mme Onkelinx et M. Mayeur, n° 994/1 du 30 novembre 1989.

3. Proposition tendant à insérer un article 65bis dans le Règlement de la Chambre des Représentants et à en modifier l'article 66.

Déposée par M. Daems, n° 1164/1 du 25 avril 1990.

4. Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Représentants, relative à la procédure en matière de projets de loi transposant des actes normatifs des Communautés européennes.

Déposée par M. Van der Maelen, n° 1249/1 du 29 juin 1990.

Amendements de M. Van der Maelen et consorts, n° 1249/2 du 19 février 1991.

Rapport de Mme Kestelijn-Sierens, n° 1249/3 du 4 mars 1991.

5. Proposition visant à insérer, dans le Règlement de la Chambre des Représentants, un article 102bis relatif à la « Commission ad hoc » et aux arrêts concernant la responsabilité des comptables publics.

Déposée par M. Bourgeois, n° 1640/1 du 4 juin 1991.

6. Proposition de modification de l'article 92 du Règlement de la Chambre des Représentants.

Déposée par M. Kubla, n° 1801/1 du 12 octobre 1991.

13. COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

Affaires étrangères

1. Proposition de résolution visant à faire reconnaître la République populaire démocratique de Corée.

Déposée par M. Burgeon, n° 134/1 du 24 février 1988.

Rapporteur : M. de Donnea.

2. Proposition de résolution recommandant au Gouvernement belge d'œuvrer efficacement en faveur de l'indépendance de la Namibie, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, et de la protection des ressources naturelles du territoire.

Déposée par M. Van der Biest, n° 1401 du 25 février 1988.

3. Proposition de résolution relative à l'expulsion de Belgique de la représentation du Congrès National Africain (ANC).

Déposée par M. Dewinter, n° 393/1 du 3 mai 1988.

4. Proposition de résolution demandant instamment aux grandes puissances de modifier radicalement leur politique étrangère en Amérique centrale.

Déposée par M. Daems, n° 394/1 du 3 mai 1988.

Amendement de M. Van Dienderen, n° 394/2 du 10 mai 1989.

5. Proposition de loi créant un Fonds belge pour la paix (FBP) ainsi qu'un Institut belge de recherche pour la paix (IBRP).

Déposée par M. Coveliers, n° 403/1 du 9 mai 1988.

6. Proposition de loi créant un « Institut belge pour la paix » (IBP).

Déposée par MM. Van Dienderen et Daras, n° 715/1 du 3 mars 1989.

7. Projet de loi ayant pour objet d'approuver la convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, faite à Munich le 5 septembre 1980 et de rendre immédiatement applicables certaines des dispositions contenues dans cette convention, notamment en modifiant le Code civil et le Code judiciaire.

Déposé par le Gouvernement, n° 986/1 du 3 septembre 1987. Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

8. Proposition de résolution concernant le problème de la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest.

Déposée par M. Van Grembergen, n° 1110/1 du 5 mars 1990.

9. Proposition de résolution concernant la ratification de l'accord de Schengen.

Déposée par M. Beysen, n° 1399/1 du 17 décembre 1990.

10. Proposition de résolution relative à la contribution belge à la conclusion d'un traité portant interdiction générale des essais nucléaires dans le cadre de la « UN-Test Ban Treaty Conference ».

Déposée par MM. Chevalier et Van Dienderen, n° 1406/1 du 21 décembre 1990.

11. Proposition de résolution concernant la non-application par l'Irak de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre.

Déposée par M. Devolder, n° 1465/1 du 30 janvier 1991.

12. Proposition de résolution relative à la situation des territoires occupés par Israël.

Déposée par M. Mottard, Mme Maes, MM. Sleenckx et Van Dienderen, n° 1663/1 du 20 juin 1991.

Agriculture

Projet de loi portant approbation de l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Centre technique de Coopération agricole et rurale, signé à Bruxelles le 2 juin 1989.

Déposé par le Gouvernement, n° 1769/1 du 2 octobre 1991.

Armée

Proposition de résolution relative à l'attitude de la Belgique vis-à-vis de la militarisation de l'espace et de l'Europe de la technologie et de la recherche.

Déposée par M. Van der Biest, n° 233/1 du 4 mars 1988.

Assistance

Proposition de loi relative à la remise des dettes des pays les moins développés.

Déposée par MM. Van Hecke et Vanvelthoven, n° 136/1 du 25 février 1988.

Benelux

Projet de loi portant approbation du protocole modifiant l'article 81 du traité instituant l'Union économique Benelux du 3 février 1958, signé à Bruxelles le 16 février 1990.

Déposé par le Gouvernement, n° 1642/1 du 6 juin 1991.

Commerce

1. Proposition de résolution relative à l'interdiction d'importation, d'exportation et de transit de l'ivoire.

Déposée par M. Daras et consorts, n° 858/1 du 21 juin 1989.

2. Projet de loi relatif à certaines aides en vue de la promotion des exportations.

Déposé par le Gouvernement, n° 1215/1 du 5 juin 1990.

Amendements de M. De Clerck, Mme Maes et M. Van Dienderen n° 1215/2 du 8 mai 1991.

Rapporteur : M. Yvon Harmegnies.

Droits de l'homme

1. Proposition de résolution relative à la cessation immédiate de la vente de pièces d'or sud-africaines.

Déposée par M. Vanvelthoven, n° 135/1 du 25 février 1988.

2. Proposition de résolution concernant la situation politique et sociale en Haïti.

Déposée par M. Simons, n° 149/1 du 25 février 1988.

3. Proposition de résolution visant à établir certaines sanctions économiques vis-à-vis de la République d'Afrique du Sud pour faire face à l'apartheid.

Déposée par MM. Simons et Van Dienderen, n° 195/1 du 2 mars 1988.

4. Proposition de résolution condamnant les innombrables violations des droits de l'homme et les exécutions sommaires de détenus pour délits d'opinion en Turquie et chargeant le Gouvernement belge de réclamer un débat au sein de l'OTAN sur le respect des droits de l'homme par chacun des pays associés à la défense du monde libre.

Déposée par M. Ylief, n° 241/1 du 7 mars 1988.

5. Proposition de résolution relative à l'embargo commercial décrété par les Etats-Unis contre le Nicaragua.

Déposée par M. Sleenckx, n° 358/1 du 12 avril 1988.

6. Proposition de résolution condamnant la dictature chilienne en raison du fait qu'elle viole systématiquement les droits de l'homme et les libertés fondamentales du peuple chilien.

Déposée par M. Sleenckx, n° 359/1 du 12 avril 1988.

7. Proposition de résolution visant à populariser la Déclaration des droits de l'enfant.

Déposée par M. Annemans, n° 429/1 du 30 mai 1988.

8. Proposition de résolution recommandant au Gouvernement d'adopter une attitude nuancée à l'égard de l'action anti-apartheid menée contre l'Afrique du Sud et demandant que l'on se préoccupe des victimes noires de cette action.

Déposée par M. Annemans, n° 567/1 du 21 septembre 1988.

9. Proposition de résolution visant à proclamer 1992 Année internationale des peuples indigènes.
Déposée par MM. Van Dienderen et Daras, n° 604/1 du 8 novembre 1988.

10. Proposition de résolution visant à interdire l'importation de charbon sud-africain.
Déposée par M. Van Dienderen, n° 605/1 du 9 novembre 1988.

11. Proposition de résolution relative à l'expulsion de Belgique de la mission diplomatique iranienne.
Déposée par M. Dewinter, n° 744/1 du 29 mars 1989.

12. Proposition de résolution relative au problème des droits de l'homme en Roumanie.
Déposée par M. Van Hecke, n° 760/1 du 19 avril 1989.

13. Proposition de résolution préconisant la rupture des relations diplomatiques et économiques avec la République populaire de Chine et l'établissement de relations diplomatiques avec Taïwan.
Déposée par M. Dewinter, n° 903/1 du 19 septembre 1989.

14. Proposition de résolution relative aux Kurdes.
Déposée par MM. Van Dienderen et Sleenckx, n° 904/1 du 19 septembre 1989.

15. Proposition de résolution relative à la situation en Amérique centrale.
Déposée par M. Bossuyt, n° 1035/1 du 19 décembre 1989.

16. Proposition de loi relative à l'évaluation de la politique de coopération au développement en fonction du respect des droits de l'homme.
Déposée par M. Vanvelthoven, n° 1201/1 du 21 mai 1990.

17. Proposition de résolution concernant la ratification du Protocole additionnel à l'accord de Schengen.
Déposée par M. Simons, n° 1482/1 du 11 février 1991.

18. Proposition de résolution demandant la ratification rapide d'un certain nombre de traités internationaux relatifs à la protection des droits de l'homme.
Déposée par MM. Van Dienderen et Winkel, n° 1544/1 du 15 mars 1991.

19. Proposition de résolution relative à la protection du peuple tibétain.
Déposée par M. Simons, n° 1755/1 du 11 septembre 1991.

20. Proposition de résolution concernant le coup d'Etat en Haïti.
Déposée par M. Sleenckx, n° 1770/1 du 4 octobre 1991.

Energie nucléaire

Proposition de résolution relative aux initiatives à prendre en vue de promouvoir l'élaboration d'un traité portant interdiction générale des essais nucléaires.
Déposée par M. Van Dienderen, n° 806/1 du 25 mai 1989.

Environnement

Proposition de résolution relative à la sauvegarde des forêts tropicales.
Déposée par MM. Daras et Van Dienderen, n° 712/1 du 1^{er} mars 1989.

Europe

1. Proposition de résolution relative à l'approbation de la Charte Sociale Européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et au protocole additionnel à la Charte du 5 mai 1988.

Déposée par Mme Corbisier-Hagon, n° 751/1 du 12 avril 1989.

2. Proposition de résolution relative aux Conférences intergouvernementales sur l'Union politique européenne et sur l'Union économique et monétaire.
Déposée par MM. Van der Maelen et Willockx, n° 1584/1 du 22 avril 1991.

3. Proposition de résolution relative à l'association du Parlement européen à la modification des traités de Paris et de Rome.
Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 1606/1 du 3 mai 1991.

4. Proposition de résolution relative aux Conférences intergouvernementales sur l'Union politique européenne (UPE) et sur l'Union économique et monétaire (UEM).
Déposée par Mme Kestelijn-Sierens et consorts, n° 1612/1 du 8 mai 1991.

OTAN

Proposition de résolution visant à soutenir le « concept global » élaboré par F. Blackaby pour la politique de l'OTAN dans les années 1990.

Déposée par MM. Van Dienderen et Simons, n° 792/1 du 11 mai 1989.

Transport (aérien)

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la reconnaissance internationale des droits sur aéronefs, faite à Genève le 19 juin 1948.

Déposé par le Gouvernement, n° 660/1 du 21 décembre 1988.

Travail

Projet de loi portant approbation de la convention n° 140 concernant le congé-éducation payé, adoptée à Genève le 24 juin 1974 par la conférence internationale du travail lors de sa cinquante-neuvième session.

Déposé par le Gouvernement, n° 1719/1 du 18 juillet 1991.

Budget

Projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1992.

Déposé par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.

Rapporteur : M. Gehlen.

Commerce et industrie

Proposition de loi créant des chambres régionales au sein de l'Office belge du Commerce extérieur.

Déposée par M. Coëme, n° 353/1 du 5 avril 1988.

Enquêtes parlementaires

Proposition relative à l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les livraisons d'armes et de munitions de la Belgique au Rwanda.

Déposée par M. Verhofstadt et consorts, n° 1298/1 du 11 octobre 1990.

Transports

Proposition de loi relative à l'apposition de signes distinctifs régionaux sur les véhicules automobiles et leurs remorques.

Déposée par M. Dewinter, n° 591/1 du 20 octobre 1988.

14. COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Alcool

Proposition de loi relative à la protection de la population et, en particulier, des femmes enceintes, contre les dangers de l'alcool.

Déposée par Mme Kestelijn-Sierens, n° 1414/1 du 9 janvier 1991.

Art de guérir

1. Proposition de loi concernant le droit du patient de prendre connaissance des dossiers médicaux constitués à son sujet.

Déposée par M. Hancké, n° 287/1 du 15 mars 1988.

Rapporteur : M. Leroy.

2. Proposition de loi rendant obligatoire la constitution du dossier médical.

Déposée par M. Hancké, n° 319/1 du 22 mars 1988.

Rapporteur : M. Leroy.

3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Déposée par M. De Groot, n° 1058/1 du 16 janvier 1990.

4. Proposition de loi remplaçant le mot « geneesheer » par le mot « arts » dans toutes les lois.

Déposée par Mme De Meyer et M. Sleenckx, n° 1074/1 du 26 janvier 1990.

5. Proposition de loi visant à reconnaître l'homéopathie comme l'une des spécialisations de l'art de guérir ainsi que les médicaments qu'elle utilise.

Déposée par M. Walry, n° 1118/1 du 9 mars 1990.

Amendement de M. Walry, n° 1118/2 du 14 novembre 1990.

Assistance

CPAS

1. Proposition de loi modifiant l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Féaux, n° 141/1 du 25 février 1988.

Reprise par M. Walry le 12 mars 1991.

2. Proposition de loi modifiant l'article 70 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Perdieu, n° 200/1 du 3 mars 1988.

3. Proposition de loi réglementant la publicité de l'administration dans certaines matières relevant de la compétence des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Ansoms, n° 318/1 du 22 mars 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 318/2 du 28 juillet 1989.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Hancké et consorts, n° 350/1 du 5 avril 1988.

5. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par MM. Daras et De Vlieghere, n° 497/1 du 7 juillet 1988.

6. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par MM. Bertouille et Louis Michel, n° 682/1 du 26 janvier 1989.

7. Proposition de loi modifiant l'article 11 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et l'article 2 de l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale.

Déposée par M. Lebrun, n° 819/1 du 31 mai 1989.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale (CPAS).

Déposée par M. Mahieu, n° 822/1 du 1^{er} juin 1989.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne l'empêchement de mandat des femmes enceintes.

Déposée par MM. Simons et Geysels, n° 925/1 du 12 octobre 1989.

10. Proposition de loi modifiant l'âge de l'éligibilité au conseil de l'aide sociale.

Déposée par M. Peeters, n° 1125/1 du 22 mars 1990.

11. Proposition de loi modifiant l'article 68bis de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Lagasse et consorts, n° 1304/1 du 17 octobre 1990.

12. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Déposée par MM. Van Peel et Van Parys, n° 1344/1 du 9 novembre 1990.

13. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Félicien Bosmans, n° 1374/1 du 28 novembre 1990.

14. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en vue d'optimiser les relations entre les communes et les centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Donfut, n° 1519/1 du 5 mars 1991.

15. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et l'article 580 du Code judiciaire.

Déposée par Mme Onkelinx, n° 1611/1 du 7 mai 1991.

16. Proposition de loi modifiant l'article 45 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne la rédaction du procès-verbal et l'ordre de préséance des conseillers.

Déposée par M. Bertouille, n° 1675/1 du 25 juin 1991.

17. Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne l'aide accordée aux étrangers hors CEE.

Déposée par M. Draps et consorts, n° 1729/1 du 6 août 1991.

18. Projet de loi portant des dispositions relatives aux centres publics d'aide sociale.

Déposé par le Gouvernement, n° 1734/1 du 13 août 1991.

19. Proposition de loi modifiant l'article 93 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Déposée par M. Peeters, n° 1741/1 du 27 août 1991.

Assurances sociales

Minimex

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par M. Hancké, n° 243/1 du 8 mars 1988.
Rapporteur : M. Verheyden.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par Mme De Meyer, n° 973/1 du 17 novembre 1989.
3. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par MM. Lagasse, Clerfayt et Mme Spaak, n° 1514/1 du 4 mars 1991.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par M. De Roo, n° 1690/1 du 3 juillet 1991.
5. Proposition de loi modifiant les articles 13, 14 et 18 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.
Déposée par Mme Duroi-Vanhelmont, n° 679/1 du 23 janvier 1989.

Budget

Projet de Budget général des Dépenses pour l'année budgétaire 1992.
Déposé par le Gouvernement, n° 4/26-1763/1 du 27 septembre 1991.
Rapporteur : M. Hancké.

Chômage

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, le Code judiciaire et l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage.
Déposée par Mme Onkelinx, n° 1574/1 du 18 avril 1991.

Droit pénal

Proposition de loi relative à l'organisation d'une campagne d'information visant à venir en aide aux femmes confrontées à une grossesse non désirée.
Déposée par Mme De Meyer, n° 1361/1 du 20 novembre 1990.

Energie

1. Proposition de résolution relative à la suppression de l'heure d'été.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 310/1 du 18 mars 1988.
2. Proposition de résolution relative à l'introduction de l'heure d'été.
Déposée par M. Daras, n° 374/1 du 19 avril 1988.
3. Proposition de résolution relative à la suppression de l'heure d'été.
Déposée par M. Vanhorenbeek, n° 745/1 du 29 mars 1989.

Enquêtes parlementaires

1. Proposition visant à instituer une commission d'enquête chargée d'examiner si la loi du 15 juillet 1985 relative à l'utilisation de substances à effet hormonal ou à effet antihormonal chez les animaux est correctement appliquée.
Déposée par M. Vervae et consorts, n° 759/1 du 19 avril 1989.
Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.
2. Proposition créant une commission d'enquête parlementaire concernant les décharges à risque sur l'ensemble du territoire belge.
Déposée par MM. Louis Michel et Walry, n° 1548/1 du 19 mars 1991.
3. Proposition de création d'une commission d'enquête sur l'importation, l'exportation et le transit de déchets.
Déposée par MM. Daras et Geysels, n° 1572/1 du 18 avril 1991.

Environnement

1. Proposition de résolution relative à la création d'un « milieutechnologisch instituut » (MTI) dans le Limbourg.
Déposée par M. Gabriëls, n° 32/1 du 28 janvier 1988.
2. Proposition de résolution concernant la pollution des eaux côtières de la mer du Nord.
Déposée par MM. Simons et Van Durme, n° 216/1 du 3 mars 1988.
3. Proposition de résolution concernant la défense de l'Antarctique, dans le cadre de l'année européenne de l'environnement.
Déposée par MM. Simons, Daras et Cuyvers, n° 217/1 du 3 mars 1988.
Amendement de M. Simons, n° 217/2 du 11 août 1989.
4. Proposition de loi limitant l'utilisation des véhicules à moteur.
Déposée par M. Geysels, Mme Vogels et M. Winkel, n° 280/1 du 11 mars 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 280/2 du 11 octobre 1990.
5. Proposition de loi concernant la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets nocifs de l'amiante.
Déposée par M. Féaux, n° 357/1 du 12 avril 1988.
Reprise par Mme Burgeon le 16 novembre 1988.
Amendements de Mmes Burgeon, Corbisier-Hagon, MM. D'Hondt, Cuyvers, Mme Leysen et consorts, M. Leroy et consorts et Mme Merckx-Van Goev, n° 357/2 du 25 avril 1989.
Amendements de Mme Burgeon et M. Vandermeulen, n° 357/3 du 9 mai 1989.
Erratum, n° 357/4 du 10 mai 1989.
Rapport de M. Leroy, n° 357/5 du 22 mai 1989.
Amendements de M. Cuyvers, n° 357/6 du 22 mai 1989.
Amendements de MM. D'Hondt et Devolder, n° 357/7 du 24 mai 1989.
Avis du Conseil d'Etat, n° 357/8 du 14 juin 1989.
Amendements de Mme Burgeon, n° 357/9 du 16 avril 1991.
Renvoi en commission le 22 juin 1989.
6. Proposition de loi tendant à généraliser l'utilisation de papier recyclé dans les services publics.
Déposée par M. Cuyvers, n° 384/1 du 22 avril 1988.
Amendement de MM. Cuyvers et Daras, n° 384/2 du 5 juin 1991.
Rapporteur : M. Van Peel.

7. Proposition de loi instituant un système d'évaluation des incidences de certains plans ou projets sur l'environnement dans la Région bruxelloise.

Déposée par M. Winkel, n°414/1 du 17 mai 1988.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1984 concernant l'importation, l'exportation et le transit de déchets, en vue d'interdire l'exportation de déchets dangereux et toxiques à destination des Etats étrangers aux Communautés européennes.

Déposée par MM. Geysels et Daras, n°550/1 du 25 août 1988.

9. Proposition de loi obligeant les autorités à publier les résultats de toutes les analyses et enquêtes concernant l'environnement et la santé publique.

Déposée par M. Vanhorenbeek, n°641/1 du 5 décembre 1988.

10. Proposition de loi fixant des normes ou des valeurs limites provisoires et définitives destinées à combattre la pollution du sol résultant du traitement de métaux lourds.

Déposée par M. Vanhorenbeek, n°672/1 du 11 janvier 1989.

11. Proposition de résolution demandant la constitution d'une cellule spéciale dans le cadre de la lutte contre la pollution de l'environnement par les fertilisateurs.

Déposée par MM. Cuyvers, Van Durme et Daras, n°701/1 du 21 février 1989.

12. Proposition de résolution relative à l'organisation d'un large débat social sur l'introduction volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement.

Déposée par MM. Cuyvers et Winkel, n°805/1 du 24 mai 1989.

13. Proposition de loi établissant des normes pour le cadmium et les composés du cadmium.

Déposée par MM. Cuyvers, Geysels et Winkel, n°998/1 du 1^{er} décembre 1989.

14. Proposition de loi instituant un système de label pour la promotion des produits propres.

Déposée par M. Daras et consorts, n°1031/1 du 15 décembre 1989.

15. Proposition de loi visant à limiter davantage l'utilisation des halons 2402, 1211 et 1301, dibromotétrafluoréthane, bromochlorodifluorométhane et bromotrifluorométhane.

Déposée par MM. Cuyvers et Winkel, n°1113/1 du 7 mars 1990.

16. Proposition de loi complétant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution en vue de rendre obligatoire l'utilisation de filtres à microdégagement pour les huiles de moteur et les huiles hydrauliques.

Déposée par M. Cuyvers, n°1302/1 du 17 octobre 1990.
Amendements de M. Cuyvers, n°1302/2 du 4 avril 1991.

Etrangers

Proposition de loi sur l'imputation des dépenses des CPAS en faveur des réfugiés politiques.

Déposée par M. Annemans, n°526/1 du 27 juillet 1988.

Guerre

Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi du statut de l'incorporé de force dans l'armée allemande et de leurs ayants droit.

Déposée par M. Gehlen, n°931/1 du 16 octobre 1989.

Evacués et réfugiés

Proposition de loi portant statut de reconnaissance nationale en faveur des hommes de 16 à 35 ans qui ont répondu à l'ordre de rejoindre les centres de recrutement de l'armée belge (CRAB) le 10 mai 1940.

Déposée par M. Alfred Léonard, n°346/1 du 31 mars 1988.

Amendement de MM. D'Hondt et Bertouille, n°346/2 du 25 janvier 1989.

Amendements de MM. Bertouille et D'Hondt, n°346/3 du 19 avril 1989.

Résistance

1. Proposition de loi créant le statut de l'interné-résistant 1940-1945.

Déposée par MM. Ylieff et Van Wambeke, n°231/1 du 4 mars 1988.

Reprise par MM. Eerdeken et Van Wambeke le 7 juin 1988.

2. Proposition de loi visant à octroyer une invalidité forfaitaire de 10 % en faveur de tous les résistants armés reconnus pour une période d'un an minimum.

Déposée par M. Happart, n°947/1 du 30 octobre 1989.

Amendement de M. D'Hondt, n°947/2 du 28 mars 1990.

Rapporteur : M. Walry.

Victimes de guerre

1. Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi d'un des statuts de reconnaissance nationale.

Déposée par M. Detremmerie, n°685/1 du 2 février 1989.

Amendement de M. Bertouille, n°685/2 du 9 mars 1989.

2. Proposition de loi tendant à rouvrir les délais d'introduction des demandes d'octroi de distinctions honorifiques décernées pour faits de guerre 1940-1945 et pour la guerre de Corée.

Déposée par M. Detremmerie, n°692/1 du 6 février 1989.

Professions

Médecins

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n°79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Déposée par MM. De Groot et Flamant, n°1758/1 du 13 septembre 1991.

Santé publique

1. Proposition de résolution sur la prévention des conséquences socialement néfastes du tabac.

Déposée par MM. Winkel et Cuyvers, n°398/1 du 5 mai 1988.

2. Proposition de loi interdisant toute publicité pour le tabac, les produits à base de tabac et les produits similaires.

Déposée par MM. Cuyvers et Winkel, n°452/1 du 17 juin 1988.

Rapporteur : M. Leroy.

3. Proposition de loi interdisant la publicité en faveur des produits du tabac.

Déposée par M. Di Rupo, n°495/1 du 7 juillet 1988.

Reprise par MM. De Raet, Van Crombruggen et Klein le 18 avril 1991.

Avis du Conseil d'Etat, n°495/2 du 27 février 1989.

Rapporteur : M. Leroy.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes.
Déposée par MM. Winkel et Geysels, n° 504/1 du 8 juillet 1988.

5. Proposition de loi complétant les normes relatives à la composition des marqueurs et des stylos à pointe-fibre et à pointe-feutre.
Déposée par MM. Cuyvers et Winkel, n° 720/1 du 7 mars 1989.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1958 relative à la protection de la population contre les dangers résultant des radiations ionisantes.
Déposée par M. Van der Maelen, n° 1774/1 du 4 octobre 1991.

7. Projet de loi contenant certaines dispositions relatives à la santé publique.
Déposée par le Gouvernement, n° 1777/1 du 8 octobre 1991.

Hôpitaux

Proposition de loi sur les hôpitaux sur lesquels l'autorité nationale a pouvoir de décision.
Déposée par M. Hancké, n° 290/1 du 15 mars 1988.

Médicaments

Proposition de loi modifiant la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments.
Déposée par M. Hancké, n° 324/1 du 23 mars 1988.
Amendements du Gouvernement, n° 324/2 du 23 avril 1991.
Rapporteur : Mme Duroi-Vanhelmont.

Pollution atmosphérique

1. Proposition de loi relative à l'utilisation d'essence exempte de plomb dans les véhicules automobiles.
Déposée par M. Gabriëls, n° 74/1 du 3 février 1988.

2. Proposition de loi portant des mesures fiscales visant à encourager l'utilisation d'essence sans plomb et de véhicules équipés à cette fin.
Déposée par M. Vanvelthoven, n° 153/1 du 26 février 1988.

3. Proposition de résolution sur la lutte contre la pollution atmosphérique et en particulier contre les pluies acides.
Déposée par Mme Lefebber, n° 174/1 du 1^{er} mars 1988.

4. Proposition de loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique et en particulier contre les pluies acides.
Déposée par Mme Lefebber, n° 190/1 du 2 mars 1988.

5. Proposition de loi encourageant l'utilisation d'essence sans plomb.
Déposée par M. Annemans, n° 569/1 du 22 septembre 1988.

15. COMMISSIONS REUNIES

Affaires sociales et Intérieur

Travail

Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.
Déposée par M. Ylieff, n° 301/1 du 17 mars 1988.
Reprise par M. Eerdekens le 7 juin 1988.

Affaires sociales et Relations extérieures

Chômage

Proposition de loi créant un cadre extérieur temporaire.
Déposée par M. Antoine, n° 363/1 du 13 avril 1988.

Agriculture et Classes moyennes et Affaires sociales

Secours et subsides

Proposition de loi instaurant l'obligation de distribuer à des institutions sociales et d'utilité publique et aux indigents les produits agricoles retirés du marché dans le cadre du règlement n° 1035/72 de la Communauté Economique Européenne.
Déposée par M. Burgeon, n° 221/1 du 4 mars 1988.

Economie et Agriculture et Classes moyennes

Professions

Proposition de loi tendant à réglementer et à contrôler l'ouverture et les activités des entreprises de courtage matrimonial.
Déposée par M. Tomas, n° 1646/1 du 7 juin 1991.

Finances et Justice

Impôts

Impôts indirects

Proposition de loi modifiant l'article 268, 3° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Déposée par M. Defosset, n° 365/1 du 13 avril 1988.

Intérieur et Droit commercial et économique

Commerce et industrie

Réviseurs d'entreprises

Proposition de loi étendant à l'enseignement subsidié les dispositions de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprise.
Déposée par M. Ylieff, n° 272/1 du 11 mars 1988.
Reprise par M. Eerdekens le 7 juin 1988.

Intérieur et Finances

Administrations publiques

Proposition de loi relative au délai de retrait par l'autorité compétente d'un acte administratif irrégulier.
Déposée par M. Defosset, n° 1664/1 du 20 juin 1991.

Justice et Agriculture et Classes moyennes

Droit pénal

Animaux (Protection de)

1. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.
Déposée par M. Laridon, n° 288/1 du 15 mars 1988.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux et interdisant les abattages rituels.
Déposée par M. Annemans, n° 908/1 du 21 septembre 1989.

Justice et Droit commercial et économique

Droit civil

Preuves

Proposition de loi relative à la force probante des reproductions micrographiques et des enregistrements sur support informatique.
Déposée par M. Coveliers, n° 1059/1 du 17 janvier 1990.

Justice et Economie

Commerce et industrie

Proposition de loi visant à atténuer les effets néfastes de l'endettement excessif des consommateurs.
Déposée par M. Antoine, n° 402/1 du 6 mai 1988.

Justice et Intérieur

Droit public

Conseils nationaux et régionaux

Proposition de loi portant statut du canton de Fourons.
Déposée par Mme Spaak, MM. Clerfayt et Lagasse, n° 412/1 du 13 mai 1988.

Justice et Santé publique et environnement

Art de guérir

Proposition de loi imposant l'obligation de demander le consentement du patient en matière d'actes médicaux.
Déposée par M. Hancké, n° 205/1 du 3 mars 1988

Environnement

Proposition de loi organique de la protection de l'environnement.
Déposée par MM. Daras et Cuyvers, n° 1728/1 du 6 août 1991.

Relations extérieures et Finances

Affaires étrangères

Proposition de loi interdisant l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud ainsi que la vente de pièces d'or sud-africaines.
Déposée par MM. Vandenbroucke, Van Hecke et Van Dienderen, n° 278/1 du 11 mars 1988.

Santé publique et environnement et Infrastructure

Enquêtes

Proposition de résolution concernant la création d'une commission technique et scientifique chargée de l'examen et de l'évaluation des mesures possibles en vue de prévenir les nuisances sonores aux alentours de l'aéroport de Bruxelles-National.
Déposée par M. Vermeiren, n° 1727/1 du 2 août 1991.

16. COMITE D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Communes

Loi communale

Proposition de loi modifiant les articles 15 et 17 et abrogeant l'article 18 de la nouvelle loi communale.
Déposée par Mme Brepoels et M. Gabriëls, n° 1061/1 du 17 janvier 1990.
Rapporteur : Mme Brepoels.

Droit civil

Divorce

1. Proposition de loi permettant au père et à la mère de conserver conjointement la garde de leurs enfants en cas de séparation de fait et en cas de divorce pour cause déterminée.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 352/1 du 3 mai 1988.
Reprise par M. Derycke le 17 novembre 1988.
Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.
Rapporteur : Mme Onkelinx.

2. Proposition de loi modifiant la législation en matière de conflits conjugaux.
Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 644/1 du 8 décembre 1988.
Rapporteur : Mme Onkelinx.

3. Proposition de loi tendant à humaniser les procédures du divorce.
Déposée par M. Laurent, n° 1271/1 du 27 juillet 1990.
Rapporteur : Mme Onkelinx.

4. Proposition de loi relative à l'exercice conjoint de l'autorité parentale.
Déposée par M. Beaufays, n° 1273/1 du 30 juillet 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1273/2 du 13 février 1991.
Rapporteur : Mme Onkelinx.

17. COMITE D'AVIS CHARGE DE QUESTIONS EUROPEENNES

Intégration européenne

1. Proposition de résolution relative aux Conférences intergouvernementales sur l'Union politique européenne et sur l'Union économique et monétaire.

Déposée par MM. Van der Maelen et Willockx, n° 1584/1 du 22 avril 1991.

Rapporteur : Mme Kestelijn-Sierens.

2. Proposition de résolution relative aux Conférences intergouvernementales sur l'Union politique européenne (UPE) et sur l'Union économique et monétaire (UEM).

Déposée par Mme Kestelijn-Sierens, M. Dhoore, Mme Maes, MM. Gehlen et Damseaux, n° 1612/1 du 8 mai 1991.

Rapporteur : M. Van der Maelen.

Parlement européen

Proposition de résolution relative à l'association du Parlement européen à la modification des traités de Paris et Rome.

Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 1606/1 du 3 mai 1991.

Rapporteur : M. Van der Maelen.

* *
*

**COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET DE LA CULTURE
(COMMISSION DISSOUTE)**

Enseignement

1. Proposition de loi portant définition de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre.

Déposée par MM. Klein et D'hondt, n° 31/1 du 28 janvier 1988.

2. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 23 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par M. Laridon, n° 108/1 du 19 février 1988.

3. Proposition de loi modifiant les articles 6, 9 et 11 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par M. Laridon, n° 109/1 du 19 février 1988.

4. Proposition de loi permettant de déroger aux normes en faveur des établissements d'enseignement de l'Etat.

Déposée par M. Baldewijns, n° 128/1 du 24 février 1988.

5. Proposition de loi relative au grade d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur et de l'enseignement supérieur de type court.

Déposée par M. Baldewijns, n° 189/1 du 2 mars 1988.

6. Proposition de loi modifiant l'article 8bis de la loi du 29 mai 1959, modifié par la loi du 2 juin 1970, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par MM. Cuyvers et Daras, n° 196/1 du 2 mars 1988.

7. Proposition de loi portant les dispositions nationales réglant l'enseignement de promotion sociale.

Déposée par M. Ylieff, n° 253/1 du 9 mars 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

8. Proposition de loi fixant par année scolaire le nombre de jours de fréquentation scolaire.

Déposée par M. Ylieff, n° 322/1 du 23 mars 1988.

Reprise par M. Leroy le 7 juin 1988.

9. Proposition de loi qui apporte des modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Eerdeken, n° 330/1 du 24 mars 1988.
Avis du Conseil d'Etat, n° 330/2 du 27 mai 1988.

10. Proposition de loi visant à l'établissement de normes préférentielles de population scolaire dans les écoles qui accueillent un grand nombre d'enfants de travailleurs immigrés.

Déposée par MM. Daras et Cuyvers, n° 344/1 du 30 mars 1988.

11. Proposition de loi relative à la gestion de l'enseignement de l'Etat.

Déposée par M. Baldewijns, n° 382/1 du 20 avril 1988.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1965 relative à la mise à la disposition des organisations de jeunesse de membres du personnel enseignant.

Déposée par M. Perdieu, n° 445/1 du 13 juin 1988.

Enseignement spécial

1. Proposition de loi portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial en ce qui concerne la garantie du libre choix.

Déposée par M. Baldewijns, n° 150/1 du 26 février 1988.

2. Proposition de loi portant rationalisation et programmation de l'enseignement spécial.

Déposée par M. Ylieff, n° 302/1 du 17 mars 1988.

Reprise par M. Leroy le 7 juin 1988.

Enseignement supérieur

1. Proposition de loi modifiant l'article 14, § 2, de la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire.

Déposée par Mme Detiège, n° 132/1 du 24 février 1988.

Reprise par M. Van Elewyck le 13 juin 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Déposée par M. Mottard, n° 240/1 du 7 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'article 5 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des

examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Déposée par MM. Van Miert et Baldewijns, n° 333/1 du 25 mars 1988.

4. Proposition de loi relative au Centre universitaire de Charleroi.

Déposée par M. Philippe Charlier, n° 422/1 du 26 mai 1988.

5. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er}, § 2, 2, a, de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise.

Déposée par M. Marc Olivier, n° 556/1 du 1^{er} septembre 1988.

6. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er}, § 2, 2, a, de la loi du 12 août 1911 accordant la personnalité civile à l'« Université catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven », à l'« Université libre de Bruxelles » et à la « Vrije Universiteit Brussel », et autorisant l'« Université catholique de Louvain — Katholieke Universiteit te Leuven » à créer une université de langue française et une université de langue néerlandaise.

Déposée par M. Marc Olivier, n° 557/1 du 2 septembre 1988.

Enseignement primaire

1. Proposition de loi modifiant les articles 3, 7 et 17, de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par MM. Perdieu et Ylieff, n° 226/1 du 4 mars 1988.

2. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par M. Laridon, n° 239/1 du 7 mars 1988.

3. Proposition de loi modifiant les articles 3 et 16 de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par MM. Ylieff et Perdieu, n° 252/1 du 8 mars 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

4. Proposition de loi modifiant les articles 6, 9, §§ 1^{er} et 2, 10, §§ 1^{er}, 2 et 3, et 19, § 2, de l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire sur base d'un capital-périodes.

Déposée par M. Laridon, n° 279/1 du 11 mars 1988.

5. Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957.

Déposée par MM. Daras et Cuyvers, n° 375/1 du 19 avril 1988.

Langues

Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Déposée par M. Bertouille, n° 489/1 du 6 juillet 1988.

Transport scolaire

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions légales concernant le transport scolaire.

Déposée par M. Baldewijns, n° 129/1 du 24 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service national de Transport scolaire.

Déposée par M. Ylieff, n° 249/1 du 8 mars 1988.

Reprise par M. Leroy le 7 juin 1988.

Orientation professionnelle et centres psycho-médico-sociaux

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 relatif à la rationalisation et la programmation ainsi qu'aux normes d'encadrement du personnel des centres psycho-médico-sociaux et fixant les conditions d'accès aux Fonds des bâtiments scolaires.

Déposée par M. Perdieu, n° 232/1 du 4 mars 1988.

Personnel

1. Proposition de loi relative au personnel de maîtrise, gens de métier et de service de l'enseignement de l'Etat et modifiant la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat.

Déposée par M. Baldewijns, n° 147/1 du 25 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 12bis, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 158/1 du 26 février 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

3. Proposition de loi modifiant l'article 12bis, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 230/1 du 4 mars 1988.

Reprise par M. Leroy le 7 juin 1988.

4. Proposition de loi abrogeant les articles 18 et 19 de la loi du 11 juillet 1973 modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 248/1 du 8 mars 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

5. Proposition de loi modifiant les articles 12bis et 36 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 298/1 du 16 mars 1988.

Reprise par M. Leroy le 7 juin 1988.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 1980 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel enseignant porteurs de diplômes spéciaux.

Déposée par M. Laridon, n° 425/1 du 27 mai 1988.

7. Proposition de loi concernant la réaffectation définitive des enseignants nommés dans une fonction de sélection dans l'enseignement de l'Etat et mis en disponibilité par suppression d'emploi.

Déposée par M. Walry, n° 553/1 du 25 août 1988.

Pacte scolaire

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Baldewijns, n° 130/1 du 24 février 1988.

2. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Laridon, n° 133/1 du 24 février 1988.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Van Durme, n° 151/1 du 26 février 1988.

4. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 159/1 du 26 février 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

5. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Ylieff, n° 219/1 du 4 mars 1988.

Reprise par Mme Burgeon le 7 juin 1988.

6. Proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Déposée par M. Baldewijns, n° 345/1 du 31 mars 1988.

Subsides

Proposition de loi étendant le subventionnement des internats annexés aux écoles primaires et secondaires spéciales.

Déposée par MM. Detremmerie et Alfred Léonard, n° 114/1 du 19 février 1988.

Traitements

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 16 janvier 1970 accordant un supplément de traitement à certains membres du personnel enseignant porteurs de diplômes spéciaux.

Déposée par M. Laridon, n° 98/1 du 18 février 1988.

2. Proposition de loi uniformisant les échelles de traitements du personnel de l'Etat chargé de l'inspection de l'enseignement fondamental subventionné.

Déposée par M. Laridon, n° 105/1 du 18 février 1988.

Santé publique

Aliments

Proposition de loi interdisant la vente de friandises nuisibles à la santé et de boissons rafraîchissantes sucrées dans certains établissements scolaires.

Déposée par M. Van Durme, n° 612/1 du 17 novembre 1988.

III. — Propositions qui n'ont pas été prises en considération

Agriculture

Proposition de loi portant création de conseils agricoles communaux.

Déposée par M. Baldewijns et consorts, n° 510/1 du 14 juillet 1988.

Arts, Sciences et Lettres

Proposition de loi abrogeant la loi du 24 juin 1955 relative aux archives et portant organisation des archives belges.

Déposée par M. Hancké, n° 284/1 du 14 mars 1988.

Assurances sociales

Proposition de loi modifiant en matière de sécurité sociale, de prestations sociales garanties et d'allocations sociales non contributives, le point de départ du délai d'appel et d'autres délais de recours prévus par le Code judiciaire.

Déposée par M. Coëme, n° 383/1 du 21 avril 1988.

Handicapés

Proposition de loi réprimant les discriminations à l'égard des handicapés physiques ou mentaux.

Déposée par M. Peeters, n° 1507/1 du 28 février 1991.

Sécurité sociale

Proposition de loi modifiant l'article 46 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et y insérant un article 50bis.

Déposée par MM. Peeters et Willockx, n° 1804/1 du 16 octobre 1991.

Vieillesse et décès prématuré

Proposition de loi fixant les modalités de la liquidation des arrérages échus et non payés en cas de décès du bénéficiaire d'une pension de travailleur salarié, d'une pension de travailleur indépendant, d'une rente, du revenu garanti aux personnes âgées ou d'une allocation aux handicapés.

Déposée par MM. Peeters et Willockx, n° 1799/1 du 12 octobre 1991.

Commerce et industrie

Commerce de détail

Proposition de loi complétant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce.

Déposée par M. Dewinter, n° 1086/1 du 13 février 1990.
Avis du Conseil d'Etat, n° 1086/2 du 20 juillet 1990.

Communes

Loi communale

Proposition de loi abrogeant l'article 70, deuxième alinéa, de la nouvelle loi communale.

Déposée par M. Peeters, n° 1802/1 du 14 octobre 1991.

Cultes

Proposition de loi modifiant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes et portant le texte officiel néerlandais de ladite loi.

Déposée par M. Dewinter, n° 756/1 du 19 avril 1989.

Droit civil

Paternité et filiation

Proposition de loi relative au patronyme.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 405/1 du 6 mai 1988.

Responsabilité civile

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Déposée par M. De Batselier, n° 416/1 du 6 mai 1988.

Droit pénal

Amnistie

Proposition de résolution demandant qu'une solution définitive soit apportée sans délai au problème de l'amnistie.

Déposée par M. Annemans, n° 1364/1 du 22 novembre 1990.

Fraudes

Proposition de loi complétant l'article 507, deuxième alinéa, du Code pénal.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 390/1 du 27 avril 1988.

Reprise par MM. Derycke et Chevalier le 9 juin 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

Droit public

Conseils nationaux et régionaux

Proposition de loi modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Déposée par M. Van der Biest, n° 259/1 du 9 mars 1988.

Incompatibilités

Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Déposée par M. Van den Brande, n° 352/1 du 5 avril 1988.

Environnement

1. Proposition de loi relative aux emballages perdus.

Déposée par MM. Van Durme, Daras et Winkel, n° 449/1 du 17 juin 1988.

2. Proposition de loi relative à la gestion des déchets dans la Région bruxelloise.

Déposée par M. Peeters, n° 761/1 du 19 avril 1989.

3. Proposition de loi relative aux études d'impact sur l'environnement (E.I.E.) dans la Région bruxelloise.

Déposée par M. Peeters, n° 762/1 du 19 avril 1989.

4. Proposition de loi relative aux établissements incommodes dans la Région bruxelloise.

Déposée par M. Peeters, n° 763/1 du 19 avril 1989.

5. Proposition de loi relative à la gestion des eaux souterraines dans la Région bruxelloise.

Déposée par M. Peeters, n° 764/1 du 19 avril 1989.

6. Proposition de loi relative à la répression des crimes contre l'environnement.

Déposée par M. Vervaeet, n° 937/1 du 17 octobre 1989.

Reprise par M. Van Vaerenbergh le 2 mai 1990.

Etrangers

Proposition de loi prévoyant l'égalité de droits et de traitement entre étrangers et Belges.

Déposée par M. Simons et Mme Vogels, n° 331/1 du 24 mars 1988.

Avis du Conseil d'Etat, n° 331/2 du 22 juillet 1988.

Impôts

Impôts indirects

1. Proposition de loi modifiant le Code des droits de succession et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue d'assimiler l'enfant adoptif à l'enfant issu du mariage.

Déposée par M. Van den Bossche, n° 391/1 du 28 avril 1988.

Reprise par MM. Derycke et Chevalier le 9 juin 1988.

Reprise par Mme De Meyer le 14 mars 1990.

2. Proposition de loi visant à supprimer la taxe sur les opérations de bourse.

Déposée par M. Louis Michel, n° 1798/1 du 12 octobre 1991.

Informatique

Proposition de loi relative à la tutelle en matière d'informatique sur les pouvoirs locaux.

Déposée par MM. Coëme et Moureaux, n° 417/1 du 6 mai 1988.

Santé publique

1. Proposition de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'éthique et de la déontologie des soins de santé.

Déposée par M. Hancké, n° 379/1 du 20 avril 1988.

2. Proposition de résolution visant à mettre fin à la répartition injuste en matière de biologie clinique et à chiffrer cette injustice.

Déposée par M. Annemans, n° 1451/1 du 24 janvier 1991.

Hôpitaux

Proposition de loi remplaçant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Déposée par M. Hancké, n° 246/1 du 8 mars 1988.

Travail

Proposition de loi adaptant la législation du travail à la loi relative à la majorité civile.

Déposée par Mme De Meyer et M. Peeters, n° 1800/1 du 12 octobre 1991.

Vacances

Proposition de loi relative au paiement des pécules de vacances.

Déposée par Mme De Meyer, n° 1794/1 du 11 octobre 1991.

B. — PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT PLUS DE HUIT ANS AVANT LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 18 OCTOBRE 1991

Chambres législatives

Dissolution

Projet de loi modifiant la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés.
Transmis par le Sénat, n°302/1 du 24 février 1978.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Droit pénal

Amendes pénales

Projet de loi relatif à la perception, au profit des communes, des amendes pour contravention.
Transmis par le Sénat, n°909/1 du 18 juillet 1981.
Farde n° 568/1, du 17 juillet 1986.
Rapport de M. Breyne, n°568/2 du 17 juillet 1986.
Le 23 juillet 1986 — Ajournement en séance plénière.

Instruction criminelle

Projet de loi insérant dans le Code d'instruction criminelle des articles 164 et 195^{ter} et modifiant l'article 211 du même Code.
Transmis par le Sénat, n°767/1 du 13 février 1981.
Farde n° 102/1, du 17 février 1982.
Amendements de MM. Baert et Van den Brande, n° 102/2 du 17 février 1982.
Rapport de M. Suykerbuyk, n°102/3 du 25 mars 1982.
Le 1^{er} avril 1982 — Ajournement en séance plénière.

Jeux et paris

Projet de loi remplaçant l'article 1^{er}, dernier alinéa, de la loi du 24 octobre 1902 sur le jeu, complétée par les lois des 19 avril 1963 et 22 novembre 1974.
Transmis par le Sénat, n°483/1 du 31 juillet 1978.
Tombé à la suite de la dissolution des Chambres du 8 novembre 1987.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1988.

Lois électorales

Elections communales

Projet de loi modifiant les articles 7, 74, 75 et 78 de la loi électorale communale.
Transmis par le Sénat, n°905/1 du 17 juillet 1981.
Amendement de M. Bertouille, n°905/2 du 6 août 1981.
Farde, n°244/1 du 1^{er} avril 1982.
Rapport de M. Lafosse, n°244/2 du 1^{er} avril 1982.